

# KIGALI INDEPENDENT UNIVERSITY

## (ULK)

PO. Box 2280 KIGALI

Tel : 0788304081, 0788303667, 0788303698,

0788304086

E-mail : [ulk@rwanda 1.com](mailto:ulk@rwanda1.com)

Website : <http://www.ulk.ac.rw>



# SCIENTIFIC REVIEW OF THE UNIVERSITY

## No 14

EDITIONS OF THE KIGALI INDEPENDENT UNIVERSITY

October 2009



## TABLE OF CONTENTS

**EDITORIAL .....2**

### **1. Prof Dr. NGAGI MUNYAMFURA Alphonse**

**Problématique de la qualité et de la sécurité des produits et services au Rwanda : approche juridique .....6**

### **2. Gustave TOMBOLA Masereri & Steven MUGABO**

**The link between electronic marketing and the competitive advantages of Rwandan enterprises .....60**

### **3. Alfred MWENEDATA**

**Defining War in International Law.....92**



## EDITORIAL

Toujours au service de la communauté et à travers la recherche scientifique, l'Université Libre de Kigali (ULK) tente de satisfaire l'un des besoins de l'homme, qui est celui de connaître et de comprendre le monde et la société dans lesquelles il vit. C'est dans ce cadre que le 14 13<sup>ème</sup> numéro de la Revue Scientifique apparaît au public avec trois publications.

Le Prof. Dr. NGAGI M. Alphonse, dans une approche juridique, aborde la problématique de la qualité et de la sécurité des produits et services offerts aux consommateurs au Rwanda. L'auteur démontre que cette problématique ne s'inscrit pas dans le cadre de l'imaginaire d'autant plus que les abus sont présents, fréquents et multiples. Ainsi, il propose un cadre juridique et institutionnel susceptible d'améliorer la qualité des produits et services offerts aux consommateurs.

Dans un autre étude, "*the link between electronic marketing and the competitive advantages of Rwandan Enterprises*", Gustave TOMBOLA Masereri, Directeur de la Recherche, Consultance et Coopération à l'ULK et Steven MUGABO, diplômé en Gestion à l'Université Libre de Kigali, démontrent que le marketing électronique offre des avantages concurrentiels aux entreprises rwandaises dans ce sens que le « e-marketing » réduit les coûts, renforce les relations entre les clients, rend le commerce en ligne très efficace, donne les opportunités à l'augmentation des ventes, etc. Ils suggèrent ainsi aux Universités en général, et à la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de l'ULK en particulier, d'introduire un nouveau cours « le Marketing électronique » en vue de promouvoir les compétences éducatives à la concurrence mondiale.

Dans son article « *Defining war in International law* », Alfred MWENEDA, Enseignant à la Faculté de Droit de l'ULK, précise que le droit international régit la guerre mais que ses dispositions

ne donnent pas une définition spécifique de celle-là. Néanmoins, ajoute l'auteur, la guerre a une considération dans les normes du système juridique international. En effet, le terme guerre (le plus souvent reconnu aujourd'hui comme conflit armé) est resté subjectif, laissant aux Etats la liberté de cacher le sens du terme à leurs propres aventures militaires. Son article discute des rapports et difficultés communs qu'il faut à tout prix identifier pour une future réflexion sur le concept guerre.

**Prof. Dr. NGAGI M. Alphonse**  
Recteur de l'ULK

## EDITORIAL

Always at the service of the community and through scientific research, Kigali Independent University (ULK) strives to satisfy one of the human needs, which is to know and understand the world and the society in which man lives. It is in this perspective that the 14<sup>th</sup> issue of the ULK Scientific Review magazine makes public appearance in three publications.

Professor Doctor NGAGI M. Alphonse, in a legal approach, tackles the issue of quality and of security of goods and services supplied to Rwandan consumers. The author demonstrates that this issue is not registered in the scope of imagination in as much as abuses abound, are frequent and multiple. In this way, the author suggests a legal and institutional framework likely to improve the quality of goods and services supplied to consumers.

In another study, *"The link between electronic marketing and the competitive advantages of Rwandan Enterprises"*, Gustave TOMBOLA Masereri, Director to Research, Consultancy and Cooperation at ULK and Steven MUGABO, a graduate in Management at Kigali Independent University, demonstrate that electronic marketing provides competitive advantages to Rwandan enterprises in the sense that "e-marketing" reduces costs, strengthens customer relations, makes an on line commerce very effective, offers opportunities for increased sales, etc. In this manner, they suggest to Universities institutions in general, and to the ULK Faculty of Economic Sciences and Management in particular at ULK to introduce a new course of electronic marketing in their curriculum in view to promote educational competences for worldwide competition.

In his article *"Defining war in International law"*, Alfred MWENEDATA, lecturer in Faculty of Law at ULK, makes it clear

that International law regulates war but that its arrangements do not provide a specific definition of the former. Nevertheless, adds the author, war occupies an important position in international legal system.

In fact, the term "war" (more often recognized today as armed conflict) has remained subjective giving States the liberty to conceal the meaning of the word to their military ventures. This article discusses the common relationships and difficulties that all costs have to be identified for future reflection on the concept of war.

**Prof. Dr. NGAGI M. Alphonse**  
**Rector**

# PROBLEMATIQUE DE LA QUALITE ET DE LA SECURITE DES PRODUITS ET SERVICES AU RWANDA : APPROCHE JURIDIQUE

NGAGI M. Alphonse  
*Professeur Associé aux Facultés de  
Droit de l'ULK et de l'UNR  
Recteur de l'ULK*

## Introduction générale

Depuis plus de deux décennies, la question des droits et des intérêts des consommateurs fait l'objet des débats houleux dans la plupart des pays et même au niveau international. Si déjà aux Etats-Unis d'Amérique et en Europe occidentale une prise de conscience sur cette question est née, il y a près de cinquante années pour les premiers<sup>1</sup> et de quarante années pour la seconde<sup>2</sup>, force est de constater que c'est en 1985 que les Nations Unies ont édicté, pour la première fois, les Principes Directeurs pour la Protection des

---

<sup>1</sup> Certains auteurs situent les origines du mouvement consumériste occidental aux Etats-Unis vers la fin du 19<sup>e</sup> siècle ( Voy. R.O. HERRMAN, « Search for the Consumer Movement in Historical Perspective » ; D.A. AAKAR, G. S. DAY eds, « Consumerism Search for the Consumer Interest », 2<sup>e</sup> éd. New York. The Free Press .1974, p. 10 ). D'autres s'accordent à admettre que c'est en 1927 que le consumérisme moderne est né aux Etats-Unis (Voy.D. WEISS, Y. CHIROUZE, *Le consumérisme*, Paris, Sirey, 1986, p. 15). Mais c'est au Président Kennedy que revient le mérite d'avoir donné un essor remarquable au consumérisme en signant l'acte de baptême de cet être nouveau qu'est le consommateur, dans son message sur l'Etat de l'union en 1962 peu avant son assassinat.

<sup>2</sup> Même si plusieurs initiatives avaient été bien avant prises, le consumérisme n'apparaît réellement en Europe qu'en 1972 avec la déclaration du sommet des Chefs d'Etats et de Gouvernement qui invitait la Commission à proposer des mesures en matière de consommation dans le cadre de la construction d'une Europe à visage humain. ( Voy. J. CALAIS - AULOY, « La commission européenne et le consommateur », *Mélanges offerts à André COLONER*, Paris, Litec, 1993, p.120.



### Consommateurs<sup>3</sup>.

Ces principes directeurs portent sur des domaines très variés, tels que la sécurité physique, (...) ainsi que les normes régissant la sécurité et la qualité des biens de consommation et des services etc<sup>4</sup>.

La question de la qualité et de la sécurité des produits et des services offerts aux consommateurs devient de plus en plus préoccupante ; d'autant plus que la multiplication des échanges commerciaux de produits et des services ne cesse de causer des dommages à leurs utilisateurs<sup>5</sup>. De même, dans le secteur des services, les dangers ne sont pas écartés<sup>6</sup>.

Au Rwanda, la problématique de la qualité et de la sécurité des produits et services offerts aux consommateurs mérite une attention particulière. Si l'examen de cette question risque de présenter un caractère pluridisciplinaire, la présente étude s'inscrit dans une approche juridique.

Dès lors, il importe d'examiner l'état des lieux des instruments juridiques et institutionnels assurant la protection de la qualité des biens et des services au Rwanda (I) avant de proposer des mécanismes susceptibles de garantir aux consommateurs la qualité et la sécurité des produits et des services ( II ).

---

3 Nations Unies/ Département des affaires économiques et sociales, *Principes directeurs des Nations Unies pour la protection du consommateur ( tels qu'étendus en 1999 )*, New York, 2003.

4 A.M. NGAGI, *La Protection des intérêts économiques des consommateurs dans le cadre du libéralisme économique en droit rwandais*, Butare, Les éditions de l'UNR. 2005, p.119.

5 *Idem*, p. 272.

6 *Ibidem*

## I. CLARIFICATION DES CONCEPTS ET ETAT DES LIEUX DES INSTRUMENTS JURIDIQUES ET INSTITUTIONNELS ASSURANT LA QUALITE DES PRODUITS ET SERVICES

La présente section examine trois points à savoir : la clarification de certains concepts clés, l'analyse des instruments juridiques assurant la qualité des produits et des services et l'étude des institutions intervenant dans la protection des consommateurs en matière de qualité et des services offerts au consommateur.

### I.1. Clarification des concepts clés

Il importe de clarifier les concepts suivants : qualité, sécurité, produit et service.

#### I.1.1. La qualité

La définition du concept de qualité n'a pas été depuis longtemps aisé à définir par les juristes<sup>7</sup>. De même, la définition que donnent les dictionnaires demeure floue. Ainsi le Petit Larousse définit la qualité comme « la manière d'être, bonne ou mauvaise d'une chose »<sup>8</sup>. L'on parle de la qualité de l'enseignement, d'un bien de bonne ou de mauvaise qualité. C'est aussi, la valeur, la performance élevée qui exclut tout aspect négatif et tend vers la perfection de l'objet. Dans le même ordre d'idées, G. CORNU définit la qualité comme critère de valeur qui permet de classer une chose par ordre de mérite, à un niveau supérieur, inférieur ou moyen, relativement aux choses de même genre<sup>9</sup>.

7 LAMY, Droit économique, *Concurrence, Distribution, Consommation*, Paris, Lamy S.A. 2000, p.2504.

8 Petit Larousse, *Dictionnaire illustré*, Paris, Cedex, 2007, p. 840.

9 G. CORNU, *Vocabulaire juridique, Association Henri Capitant*, 7<sup>e</sup> éd., Paris, PUF, 1998. p. 678.

L'Association Française de Normalisation (AFNOR) quant à elle, définit la qualité comme « l'aptitude d'un produit ou d'un service à satisfaire les besoins des utilisateurs »<sup>10</sup>.

Il ressort de ces définitions que toute aptitude du produit ou du service à satisfaire à son utilisateur participe à la qualité de ce produit ou de ce service. Inversement, lorsque cette potentialité à satisfaire l'utilisateur fait défaut, on parle aujourd'hui de « non qualité » du produit ou de service. Ainsi, on retiendra que la qualité est l'aptitude ou la caractéristique d'un produit ou d'un service à répondre de manière satisfaisante et plus ou moins complète à l'attente du bénéficiaire dudit produit ou service.

En notre sens, la qualité renvoie à la valeur positive tendant vers la perfection. Ainsi un produit nocif, ne serait pas un produit de qualité. Peut-on alors assimiler la qualité d'un produit à sa sécurité? Cette question attire notre attention dans les lignes qui suivent.

### I.1.2. La sécurité

*A priori*, la notion de la sécurité fait penser à ce qui est à l'abri des risques ou des dangers. Par exemple, quand on parle d'un lieu sûr, on fait allusion à un lieu exempt de tout risque ou de tout danger. Un produit est sûr lorsque son utilisateur est à l'abri de tout danger provenant de l'usage ou de l'utilisation de ce produit. Ce concept peut ainsi renvoyer à la sûreté, la salubrité, la santé, la tranquillité et la liberté. On peut ainsi parler de la sécurité alimentaire<sup>11</sup>.

10 AFNOR, Norme, N.F.X 50-109, Voy. Sh. A ADJITA, *Contribution à la protection juridique du consommateur dans les pays en voie de développement (exemple particulier de pays d'Afrique)*, Thèse de Doctorat, Faculté de Droit de Clermont Ferrand, Droit des affaires, 1996, p.64, inédit.

11 EUFIC, « La sécurité alimentaire », <http://www.eufic.org/article/fr/page/BAR-CHIVE/exped/basics-securite-alimentaire/>, consulté le 21/7/2009.



Dans un sens abstrait, la sécurité est toute garantie, tout système juridique de protection tendant à assurer, sans surprise, la bonne exécution des obligations, à exclure ou au moins à réduire l'incertitude dans la réalisation du droit<sup>12</sup>.

D'origine prétorienne et fondée sur des devoirs généraux dont la détermination est par nature arbitraire, l'obligation de sécurité a été consacrée par différents textes récents surtout en matière de consommation, ce qui démontre que l'appétence de sécurité est une préoccupation des sociétés contemporaines, imprégnées de solidarité<sup>13</sup>.

L'obligation imposée aux producteurs et aux vendeurs de ne commercialiser que des produits ou des services sûrs renvoie surtout à la protection de la santé et de la sécurité des consommateurs.

Ainsi, les biens et les services mis en circulation sur le marché ne devraient pas provoquer des dommages à leurs utilisateurs, et devraient les mettre à l'abri de tout risque<sup>14</sup>.

Dans le cadre de la présente étude, la notion de sécurité renvoie à la garantie ou à la certitude que l'utilisation d'un bien ou d'un service répondra à son attente légitime ou ne lui causera aucun risque. Dans ce sens, tout professionnel doit être responsable de toutes les conséquences de son activité, d'autant plus qu'il est à mesure de s'assurer efficacement contre les risques de celui-ci<sup>15</sup>. Dans l'appréciation de la sécurité dans laquelle on peut légitimement s'attendre,

12 G. CORNU, *op. cit.*, pp. 776-777.

13 Y. PICOD, H. DAVO, *Droit de la Consommation*. Paris, Armand Colin, 2005, p.191.

14 A. M. NGAGI, *op.cit.*, p. 275.

15 Ph. Le TOURNEAU, *Droit de la responsabilité et des contrats*, Paris, Dalloz Action, 2004, n° 3341.

il est tenu compte de plusieurs éléments, notamment, de la présentation du produit, de l'usage qui peut en être raisonnablement attendu et du moment de sa mise en circulation<sup>16</sup>.

### I.1.3. Le produit

Dans un sens large et vague, le mot produit signifie tout ce qui est fourni par une chose. Dans un sens plus usuel, il s'agit d'une chose obtenue en transformant ou en façonnant une matière première<sup>17</sup>. C'est dans ce sens que l'on parle de produit manufacturé.

Aux termes de l'article 2 de la Directive européenne 85/374/CE du 10 juillet 1985 telle que modifiée par la Directive 1999/34/UE du Parlement européen et du Conseil du 10 mai 1999, relative au rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats en matière de responsabilité du fait des produits défectueux<sup>18</sup>, le terme « produit » désigne tout meuble, à l'exception des matières premières agricoles et des produits de la chasse, même s'il est incorporé dans un autre meuble ou dans un immeuble. Aux termes de la même directive, le terme « produit » désigne également l'électricité.

### I.1.4. Les services

La qualité et la sécurité des produits offerts aux consommateurs ne sauraient à elles seules suffir même si elles répondaient aux attentes légitimes du consommateur

16 Ph. Le TOURNEAU, L. CADIEU, *Droit de la responsabilité et de contrats*, Paris, Dalloz, 2000-2001, p.1299.

17 G. CORNU, *op. cit.*, p.659.

18 JOCE n° L 141 du 04/06/1999.

ou de l'usager. En effet, s'il est vrai que les produits de bonne qualité et sûrs constituent un idéal à réaliser ; il est aussi vrai que c'est idéal serait comblé si les services offerts aux consommateurs sont aussi de qualité et assurent une sécurité légitime. Qu'entendre alors par services ?

Du latin *servitum* ou *servicium* (à basse époque), le service renvoyait à la servitude, à la condition d'esclave<sup>19</sup>. Actuellement, un service peut être bénévole, lorsqu'il est rendu avec dévouement et sans lien de subordination ou de contrainte.

Dans le monde des affaires, il peut s'agir d'une action non désintéressée de fournir à autrui, sans lien de subordination, certaines prestations<sup>20</sup>. C'est ainsi par exemple que la loi oblige au vendeur de garantir au consommateur un service après vente<sup>21</sup>. Il s'agit en l'occurrence des prestations offertes au consommateur postérieurement à l'acte de l'achat (information, réparation, remplacement, conseil sur le mode normal d'utilisation d'un produit, etc...).

Sans pour autant parcourir toutes les acceptions dévolues au terme service (service public, service de défense, service militaire, service d'emploi etc.), le mot service dans le cadre de la présente étude renvoie dans un sens plus particulier à un travail fourni par des employés ou des personnes exerçant leurs prestations à titre indépendant auprès des consommateurs (restauration, hôtellerie, garage, soins médicaux, etc.).

Après cette phase de clarification des concepts clés, il

---

19 *Idem*, p.781.

20 *Ibidem*

21 Voy. Article 10 de la loi n° 15/2001 du 28 janvier 2001 modifiant et complétant la loi n°39/91 du 5 août portant organisation du commerce intérieur, in *J.O.R.R.*, n° 3 du 01/02/2001.

importe à présent de procéder à l'analyse de l'état des lieux des instruments juridiques assurant la qualité et la sécurité des produits et des services.

## **I.2. Analyse des instruments juridiques assurant la qualité et la sécurité des produits et des services au Rwanda**

On pourrait logiquement penser aux instruments juridiques de régulation (réglementation) d'une part, et à la normalisation d'autre part.

### **I.2.1. De la réglementation de la qualité et de la sécurité des produits et des services**

Il sied d'abord de faire l'état de la question avant d'abord le point proprement dit.

#### ***I.2.1.1. Etat de la question***

Il importe de rappeler que la qualité et la sécurité des produits et des services<sup>22</sup> sont liées à la santé et à la sécurité des consommateurs. Ainsi par exemple, l'utilisation de certains aliments avariés provoque parfois de véritables catastrophes en matière de la santé des consommateurs.

Les services sont également un domaine de prédilection des dangers qui peuvent affecter la qualité et la sécurité des consommateurs. On peut citer à titre d'exemple les services

---

22 C. MUGENI, *Protection des consommateurs contre les abus résultant de la vente des produits et de la prestation des services en droit rwandais*, mémoire, Kigali, ULK, Faculté de Droit, 2009. inédit.

des de denrées alimentaires<sup>23</sup>, des assurances<sup>24</sup>, de crédit<sup>25</sup>, de la santé<sup>26</sup>, les prix et les tarifs<sup>27</sup>, le logement<sup>28</sup>, eau et

---

23 Voy. études réalisées par: E. UWINGENEYE, *De la protection juridique des consommateurs des produits alimentaires d'origine animale au Rwanda*, Mémoire, Kigali ; UNILAK, Faculté de Droit, 2007, inédit ; M.P. NYIRABAGENZI, *La protection juridique des consommateurs des denrées alimentaires au Rwanda*, Mémoire, Kigali, ULK, Faculté de Droit, 2004, inédit ; Sh. A. ADJITA, *op. cit.*, inédit.

24 B.N. MUKESHIMANA, *La protection des consommateurs d'assurance en droit rwandais*, Mémoire, Butare, UNR, Faculté de Droit, 2004, inédit.

25 Voy. I.BUGINGO, *De l'aide juridique aux consommateurs des crédits bancaires en droit rwandais*, mémoire, Butare, Faculté de Droit, 1997, inédit ; M. RUGWIZANGOGA, *Protection des consommateurs contre les abus résultant du déséquilibre contractuel en droit rwandais*, mémoire, Kigali, ULK, Faculté de Droit, 2008, inédit ; F. NTEZIRYAYO, *Le cadre juridique de l'activité bancaire au Rwanda et l'accessibilité au système de crédit*, Kigali, Palloti Presse, 1998 ; A.M. NGAGI, *op.cit.*, pp. 293-310 ; Ch. MUKUDENTE, *Protection juridique du consommateur de crédit bancaire en droit rwandais*, mémoire, Kigali, ULK, Faculté de Droit, 2008, inédit.

26 Voy. Ch. MUGEMANA, *Problématique de l'administration de la preuve dans la responsabilité civile médicale au Rwanda*, mémoire, Kigali, ULK, Faculté de Droit, 2007, inédit ; J. A. DE BONHEUR, *De la qualité et de la sécurité des services offerts aux consommateurs: Cas des soins de santé au Rwanda*, mémoire, Butare ; UNR, Faculté de Droit, 2007, inédit ; M. G. NISHIMWE, *De la responsabilité civile des prestataires des soins non médicaux en droit positif rwandais: Cas du coiffeur*, mémoire, Butare, 2006, inédit ; F. NTAGANDA, *La protection des consommateurs des produits pharmaceutiques au Rwanda*, Mémoire de maîtrise en droit des affaires, Kigali, UNR, Faculté de Droit, 2007, inédit ; F. MUSORE, *De la responsabilité du fait des produits défectueux en droit rwandais : Cas des produits pharmaceutiques*, mémoire, Kigali, UNILAK, Faculté de Droit, 2005, inédit ; J. D. MUHODARI, *De la problématique du risque de développement en tant que cause d'exonération*, mémoire, Kigali, UNILAK, Faculté de Droit, 2007, inédit ; Voy également les travaux effectués dans le cadre du cours de droit de la concurrence et la protection des consommateurs, ( Programme de maîtrise en droit des affaires), Kigali, UNR, Faculté de Droit à partir de 2006 jusqu'à ce jour.

27 D. RURAGARAGAZA, *Protection des consommateurs en matière des prix ; Cas du Rwanda*, Mémoire, Butare, UNR, Faculté de Droit, 1998, inédit ; A. INGABIRE, *Du régime juridique des prix et des tarifs au Rwanda*, mémoire, Kigali, ULK, Faculté de droit, 2008, inédit.

28 G. BAKASHYAKA, *La protection du consommateur de logement en droit rwandais*, mémoire, Butare, UNR, Faculté de Droit, 1999, inédit.



électricité<sup>29</sup>, transport<sup>30</sup>, etc.

Du point de vue des textes, force est de constater que la question d'élaboration des textes spécifiques à la sécurité des produits défectueux n'a pas été une des priorités du législateur rwandais. Soulignons toutefois

l'existence de quelques textes disparates, anachroniques et inadaptés qui datent pour la plupart de l'époque coloniale et qui concernaient surtout l'hygiène et la salubrité publique<sup>31</sup>.

### *1.2.1.2. Etat des textes en matière de la qualité et de la sécurité des produits et des services*

Au début du 20<sup>e</sup> siècle, le législateur colonial a édicté une série des dispositions qui visaient essentiellement à assurer l'hygiène et la salubrité publique. La plupart de ces textes visent les denrées alimentaires<sup>32</sup>, d'autres concernent les domaines variés<sup>33</sup>.

29 B.N. RUMAZIMINSI, *De la protection des consommateurs en matière de fourniture d'eau et/ou électricité au Rwanda*, mémoire, Butare, UNR, Faculté de Droit, 2000, inédit ; A.M. NGAGI, *op.cit.*, pp. 280-290.

30 C. RWIMO, *La protection des consommateurs contre les clauses abusives en droit rwandais : cas du contrat de transport de personnes*, Mémoire, Kigali, UNILAK, Faculté de Droit, 2006, inédit ; N.S. NIYONDORA, *La protection des consommateurs en matière de transport des marchandises*, thèse de maîtrise, Kigali, UNR, Faculté de Droit, 2007, inédit.

31 Un certain nombre des textes ont été édictés par le législateur de l'époque coloniale.

32 Voy. par exemple le décret du 26 juillet 1910 relatif à la fabrication et au commerce des denrées alimentaires, *B.O.*, 1910 ; l'ordonnance du 18 novembre 1913 portant fabrication et commerce des bières; l'ordonnance n° 40/4 du 23 mars 1915 portant préparation et commerce des farines, du pain et d'autres denrées alimentaires dérivés de farines; l'ordonnance du 5 juin 1916 réglementant la préparation et le commerce du riz comestible ; l'ordonnance n° 41/424 du 24/8/1959 portant commerce et préparation des œufs en coque, in *B.A.* 1959.

33 L'ordonnance n° 27/bis/ Hyg. du 15 mars 1933 portant exercice de la pharmacie-substances toxiques, soporifiques, stupéfiantes, antiseptiques, etc, *B.A.*, 1933 ; Décret du 19/7/1926 relatif à l'hygiène et à la salubrité publique, *B. O.*, 1926.

De l'inventaire de ces textes, une observation s'impose. A première vue, cette floraison de textes donnerait à penser que la santé et la sécurité des consommateurs sont suffisamment protégées, alors que la réalité démontre à suffisance une inadéquation entre les textes et le terrain<sup>34</sup>. En effet, la plupart de ces textes sont inadaptés et inconnus du public. Même les services chargés de les appliquer ne les comprennent pas, voire les ignorent<sup>35</sup>.

Soulignons également que les règles de droit commun qui jusqu'à présent servent comme fondement à une action visant à mettre en jeu la responsabilité d'un ou de plusieurs professionnels ayant mis en circulation un produit dangereux, défectueux ou ne répondant pas à l'attente que l'on pouvait légitimement attendre sont également pour la plupart inadaptés. Il s'agit essentiellement des principes généraux de la responsabilité contractuelle inscrits aux articles 47 et 48 du Code civil Livre III; la garantie légale contre les vices cachés prévue aux articles 318-326 du même texte ainsi que les règles de la responsabilité extra-contractuelle prévues aux articles 258 à 262 du CCL III.

Il importe toutefois de relever que sans être complète, la loi n° 35/91 du 5/8/1991 portant organisation du commerce intérieur telle que modifiée par la loi n° 15/2001 du 28/01/2001 aborde la question de la qualité et de la sécurité des produits et services. Ainsi, l'article 6 parle des services après vente pour les biens durables. L'article 9 interdit le refus de vente des biens et des prestations de services et la discrimination des clients ; l'article 10 quant à lui,

---

34A. M. NGAGI, *op.cit.*, p.129

35 Ceci résulte des visites effectuées au Ministère de la Santé, au Ministère du Commerce et à la Mairie de la ville de Kigali.

recommande l'utilisation des unités de poids et mesures autorisées. Enfin, l'article 19 parle de l'encadrement de l'activité commerciale en mettant un accent particulier sur la disponibilité des produits sur le marché, la protection des consommateurs et la sensibilisation de la qualité des produits ainsi qu'à l'information et à l'éducation de tous les partenaires du commerce.

Soulignons aussi en passant que le Code pénal rwandais dans son article 315 assure la protection de la santé et la sécurité de consommateur en réprimant par exemple, l'empoisonnement et l'administration des substances nuisibles à la santé.

### *1.2.1.3. Jurisprudence rwandaise*

La jurisprudence rwandaise ne semble pas également si abondante en matière de la sécurité des produits et services alors que les abus dans le domaine de la qualité et de la sécurité des produits sont légion. On pourrait tout de même en citer quelque cas.

Concernant la sécurité et la santé des consommateurs, les juridictions se sont parfois servies des dispositions du Code pénal. C'est à ce titre que le Tribunal de Première Instance de Kigali a condamné deux prévenus à une peine d'emprisonnement de 6 mois chacun et du paiement de 12.150 Frw pour avoir administré du poison dans les produits d'origine animale<sup>36</sup>. De même, le Tribunal de Grande Instance de Huye a condamné un soignant pour avoir dépassé les limites de son devoir en faisant de l'expérimentation non thérapeutique sur un patient.

<sup>36</sup> TPI. Kig. 30/4/2002. R.P. 40 426/Kig, inédit.

<sup>37</sup> TGI. Huye. 6/8/2006. MP c G.S, RP. 0282/06/R2/TGI/ HUYE, inédit.

En l'espèce, le tribunal l'a condamné à une peine de 20 ans d'emprisonnement sur base des articles 360 et 361, 4° du Code pénal et à l'interdiction d'exercer la profession médicale pendant 10 ans sur base des articles 66 al. 1° et 67 du même Code pour avoir violé la patiente sur la table d'accouchement<sup>37</sup>.

On trouve également des cas où les tribunaux se sont prononcés sur base de dispositions du Code civil, faut des textes spécifiques à la protection des consommateurs. Dans un cas d'espèce, la demanderesse avait commandé auprès

de SAR MOTORS trois camions bennes de 8 tonnes de charge. Par la suite, SAR MOTORS n'a pas pu se conformer car il ne pouvait livrer qu'un seul camion. Les parties ont conclu un autre contrat portant sur l'achat d'un camion benne dont la charge était de 10 tonnes. A la livraison, le SAR MOTORS a enregistré, non seulement, un retard de six mois, mais aussi la demanderesse a constaté que le camion livré ne correspondait pas aux spécifications du camion commandé<sup>38</sup>. Dans un cas de figure, le Tribunal a

---

38. T.P.J. Kig., 15.12.1999, RC. 27.968/98 confirmé par R C A n° 12.913/Kig. du 21.3.2000, inédit.

prononcé la résolution du contrat, mais malheureusement en confondant le défaut de conformité à la garantie contre les vices cachés<sup>39</sup>. Dans un autre cas, le tribunal a prononcé la résolution du contrat de vente sur base des articles 318 CCL III car le vilebrequin et le bloc moteur avaient été rectifiés à 0,50 à l'insu de l'acheteur<sup>40</sup>.

D'une manière générale, les juridictions rwandaises font application du droit commun pour assurer la protection de la qualité des produits et des services offerts aux consommateurs.

Une fois de plus, rappelons que les instruments juridiques de régulation semblent inadaptés aux exigences du moment. Qu'en est-il alors de la normalisation ?

### **I.2.2. La normalisation**

Il importe de consacrer ce point aux notions générales sur la normalisation avant de parler de l'état des lieux de la normalisation au Rwanda.

---

39 TPI. Nyabisindu, 12.5.1989, RC n° 1197/3/89. En l'espèce, le vendeur n'avait livré les semences forestières de type *Cédrella* réunissant les mêmes qualités que l'échantillon qui était censé avoir été prélevé sur le taux vendu, comme cela avait été confirmé par l'expertise ordonné par le tribunal. Le tribunal ordonna à tort la résolution du contrat au profit de l'acheteur au motif que le vendeur avait livré une chose comportant un vice conformément aux articles 318 et ss CCL III, alors qu'en l'espèce, il s'agissait d'une exécution défectueuse par le vendeur de son obligation de délivrance en remettant une chose non conforme à l'échantillon. Il aurait donc fallu pour le tribunal de faire application des articles 281 ainsi que de l'article 82 CCL III ; Voy aussi CA Nyabisindu. 17.05.1991, RCA n° 7786/130, inédit.

40 TPI Gikongoro, 05/04/2002, RC.1685/04/2002, inédit; CA Nyabisindu, 12.11.2002, RCA 9246/133, inédit.

### I.2.2.1. Notions générales

La normalisation est désignée comme un ensemble des mesures et techniques destinées à uniformiser les méthodes de travail et certains types des produits, afin d'améliorer le rendement de la production et la distribution<sup>41</sup>. Elle est aussi désignée comme l'activité d'établissement des normes<sup>42</sup>. Elle a pour objet de fournir des documents de référence comportant des solutions à des problèmes techniques et commerciaux concernant les produits, biens et services qui se posent de façon répétée dans les relations entre partenaires économiques, scientifiques, techniques et commerciaux<sup>43</sup>. Autres fois limitée à certains biens, la normalisation concerne aujourd'hui semble-t-il, des biens de consommation, les nouvelles technologies et l'ensemble de services<sup>44</sup>. La normalisation a donc pour but principal de la conformité des produits et des services à l'attente légitime des utilisateurs<sup>45</sup>. Elle poursuit actuellement des objectifs d'intérêt général, sous l'influence convergente des pouvoirs publics, des entreprises, d'organismes scientifiques, mais aussi des associations des consommateurs<sup>46</sup>.

ISIMBI Lany Diane résume à juste titre tous ces éléments en définissant la normalisation comme un outil collectif et

---

41 G. CORNU, *op. cit.*, p.560.

42 A.M. NGAGI, *op.cit.*, p.194.

43 G. CAS, D. FERRIER, *Traité de droit de la consommation*, Paris, PUF, 1986, p.186 ; Y. PICOD, H. DAVO, *Droit de la consommation*, Paris, Armand Colin, 2005, p. 222.

44A. PANNEAU, «Les nouveaux aspects des limites de la normalisation en France », *JCP*, Paris, Ed.E. P.559

45 J. CALAIS - AULOY, F. STEINMETZ, *Droit de la consommation*, Paris, 2000, p. 280.

46 Y. PICOD, H. DAVO, *op.cit.*, p. 222

47 L.D. ISIMBI, *La normalisation en tant que mécanisme de sécurité juridique des consommateurs en droit rwandais*, mémoire, Butare, UNR, Faculté de droit, 2008, p.7, inédit.

moderne qui permet de mettre de l'ordre dans la diversité des produits ou des services et de susciter la confiance, afin de favoriser la compétitivité économique, la qualité de la vie et le développement durable<sup>47</sup>.

Cette approche est très intéressante, d'autant plus qu'elle fait de la normalisation un instrument qui concilie les impératifs économiques, sanitaires et environnementaux.

### 1.2.2.2. Etat des lieux de la normalisation au Rwanda

C'est en 2002 que le Rwanda se dota de l'office Rwandais de Normalisation, créé par la loi n°03/2002 du 13 janvier 2002. La création de cette institution marque une étape dans la protection du consommateur et surtout en ce qui concerne le contrôle de la qualité des produits offerts à celui-ci<sup>48</sup>.

Une des fonctions principales que la loi assigne à cette institution, c'est d'instaurer un système de contrôle de la qualité des produits d'importation et à l'exportation, des lieux de production, de la mise en consommation et la commercialisation dans le pays<sup>49</sup>.

48 Loi n°03/2002 du 19/01/2002 portant création de l'Office Rwandais de Normalisation, *J.O.R.R.* n°6 du 15 mars 2002.

49 A.M. NGAGI, *op.cit.*, p.196; I. BUGINGO, F. NDAMAGE et J.N. NDINDA, *La qualité et la sécurité des produits*, travail réalisé dans le cadre du cours de Droit de la concurrence et protection du consommateur, Kigali, UNR, Faculté de Droit, 2007, p.7, inédit ; Voy.art.4.4 de la loi précitée ci-haut. Voy également l'article 3.10 de la loi n° 43 /2006 du 05/10/2006 portant attributions, organisation et fonctionnement de l'Office Rwandais de Normalisation ( RBS), *J.O.R.R.* n°23-bis du 01/12/2006.

Contrairement à ce que l'on devrait logiquement attendre, les deux lois susmentionnées se limitent uniquement à des produits alors que la tendance actuelle est d'étendre la normalisation aux nouvelles technologies et surtout à l'ensemble des services<sup>50</sup>.

A notre avis, il s'agit d'une lacune regrettable que le législateur aurait pu avoir corrigé avec la loi de 2006 précitée. Le secteur des services devenant de plus en plus croissant et important, il ne serait pas judicieux de l'ignorer en matière d'établissement des normes.

Concernant les moyens et pouvoirs d'action, aux termes de la loi, l'ORN doit être doté des moyens d'actions, des pouvoirs et des méthodes de travail lui permettant de bien accomplir sa mission.

Afin de mieux accomplir sa mission l'office dispose des agents, des inspecteurs et des laboratoires. Force est de préciser que l'office a aussi des pouvoirs des sanctions<sup>51</sup>.

---

50 A. PANNEAU, *op.cit.*, p.559.

51 Voy. L'article 10 de l'instruction n° 1/2003 de l'ORN relative à la délivrance de certificat de qualité obligatoire des importations, *J.O.R.R.*, n° 23 du 01/12/2004 qui prévoit certaines sanctions dont l'avertissement, l'interdiction de vendre les biens ou services, saisie des produits, destruction des produits, suspension temporaire ou définitive de l'entreprise commerciale suite à une décision du tribunal. Voy également l'article 31 de la loi n° 43/2006 du 05/10/2006 présentée.

52 Dans cet ordre, il ressort du rapport de l'ORN que les produits cosmétiques contenant ou préparé avec l'hydroquinone, le mercure et les cortisones ont été bannis du territoire rwandais depuis 2007, <http://www.Rwanda-standards.org/consumers/banned-products.html>, consulté en juillet 2008. Voy également J. NTAKALIMARA et al., « De la qualité et de la sécurité des produits et service », *Travail réalisé dans le cadre du cours de Droit de la concurrence et protection du consommateur*, Kigali, UNR, Faculté de droit, 2008, p.37, inédit.



Il ressort des différents rapports de l'ORN que des quantités des produits sont soit saisies ou détruites<sup>52</sup>.

Soulignons avec ISIMBI qu'en dépit des efforts combien louables fournis par les pouvoirs publics rwandais, le défaut majeur reproché au système rwandais de normalisation est son incapacité à fournir des normes pertinentes dans un laps de temps souhaité par les producteurs. La lourdeur du processus de normalisation rwandaise ne permet pas à l'office de suivre le système de l'innovation technologique<sup>53</sup>.

Après ce bref aperçu sur les instruments juridiques assurant la qualité des produits et des services offerts aux consommateurs, force est de reconnaître le pas franchi par le législateur rwandais en la matière. Relevons toutefois qu'il manque un texte spécifique garantissant les consommateurs contre les dangers résultant de la mauvaise qualité des produits et des services qui leur sont offerts. Il reste à savoir si le cadre institutionnel mis en place a réussi à combler cette lacune.

### **I.3. Cadre institutionnel de qualité des produits et des services**

La sauvegarde de la qualité et de la sécurité des produits et services offerts aux consommateurs ne peut être assurée sans l'intervention de certains acteurs tant publics que privés que nous allons à présent passer en revue.

---

<sup>53</sup> L.D. ISIMBI, *op.cit.*, p.51, inédit.

### **I.3.1. Organismes publics de protection de la qualité et de la sécurité des produits et services au Rwanda**

L'on pourrait penser en priorité à l'ORN, à certains Ministères et de manière accessoire à l'Agence Rwandaise de Régulation des Services d'Utilités Publique (RURA).

#### **I.3.1.1. L'Office Rwandais de Normalisation (ORN)**

Nous l'avons vu, créé par la loi n° 03/2002 du 19/01/2002, l'Office Rwandais de Normalisation (ORN) a pour objet de définir les normes nationales, d'assurer leur application et de veiller au respect de la métrologie dans

le pays<sup>54</sup>. En matière de la sécurité des produits, l'Office a le pouvoir de contrôler si les produits commercialisés au Rwanda remplissent les normes obligatoires, qui sont celles d'application dans le domaine de l'intérêt public, de l'hygiène, de la santé humaine et animale, de la sécurité et de l'environnement<sup>55</sup>. Force est cependant de constater qu'avec une consommation qui évolue rapidement vers les produits manufacturés y compris de nombreux produits intégrant des substances chimiques, produits défiant toute concurrence mais ponctuellement dangereux, l'ORN avec ses moyens limités éprouvent des difficultés à maîtriser tous les aspects préventifs et curatifs en matière de qualité des produits offerts aux consommateurs. Rappelons que la loi de 2006 précitée ne fait pas allusion à la qualité des services. Ce qui en notre sens serait une omission regrettable qui devrait être le plus tôt corrigé.

<sup>54</sup> Loi n° 03/2002 du 19/01/2002 précitée.

<sup>55</sup> Instruction n° 01/2004 de l'ORN relative à la délivrance du certificat de qualité obligatoire des importations, *J.O.R.R.* n°23 du 10/12/2004.

### **I.3.1.2. Intervention de certains Ministères**

On peut penser au MINICOM, MINAGRI et au MINISANTE.

#### **1. Le Ministère du commerce, de l'industrie, de la promotion des investissements, du Tourisme et des coopératives**

Si le Ministère du Commerce n'a pas en priorité la protection de la qualité et de la sécurité des produits et des services offerts aux consommateurs, force est de constater qu'il collabore avec l'ORN pour suspendre la fabrication, l'importation, l'exportation, la mise sur le marché d'un produit de mauvaise qualité et ainsi de procéder à son retrait ou à sa destruction<sup>56</sup>.

#### **2. Le Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage**

Le MINAGRI, à travers son service vétérinaire attaché à RARDA assure la qualité des produits d'origine animale. Il veille à la mise en application des textes législatifs<sup>57</sup> en la matière. Pour la mise en application de ces textes, un vétérinaire chargé de l'inspection à chaque porte frontière contrôle les produits d'origine animale entrant sur le territoire national. Pour les produits d'origine animale locaux, c'est le vétérinaire de district qui s'assure de l'inspection de chaque animal abattu<sup>58</sup>.

56 Voy. A. KAYITESI, *La protection des consommateurs des produits défectueux en droit rwandais. Cas des produits alimentaires*, mémoire, Kigali, ULK, Faculté de droit, 2007 p.47, inédit.

57 Voy. L'ordonnance n° 219/ vét. du 18/6/1941 rendue exécutoire du Rwanda par l'ORU n°54/145 du 11 septembre 1957; L'ordonnance n° 54/179 du 14/6/1959 portant préparation et commerce des produits et sous-produits de l'industrie laitière, de la margarine et des graisses alimentaires, in *BORU*, 1959.

58 A. KAYITESI, *op.cit.*, p.47, inédit. Propos recueillis auprès de M. GAFARASI, Directeur chargé de l'élevage au MINAGRI, entretien du 15 juin 2007; Voy. E. UWINGENEYE, *op.cit.*, p.36, inédit.

### 3. Le Ministère de la Santé

Le Ministère de la Santé joue un grand rôle dans la protection de la santé des consommateurs. C'est ainsi que son service de contrôle consacre beaucoup d'efforts dans la recherche d'une protection efficace et efficiente de la qualité des produits. Concrètement, des visites sont régulièrement effectuées dans les hôtels, restaurants, magasins de commerce etc, dans le but de constater et de sanctionner les récalcitrants.

Les médias ne cessent de rapporter qu'une équipe du MINISANTE généralement conduite par le Ministère de la Santé a procédé à la fermeture de tel ou tel autre fonds de commerce, pour inobservance des règles en matière d'hygiène. Nous pensons que de telles actions concrètes sur terrain sont louables, car elles pourraient intimider les exploitants desdits fonds, qui veulent gagner beaucoup d'argent, sans rien investir, en vue de sauvegarder la qualité des services offerts aux consommateurs.

Sans prétendre à aucune exhaustivité en la matière, il importe de souligner que d'autres organismes publics tels que la Banque Nationale du Rwanda, RURA interviennent dans un sens comme dans un autre, quoique de manière indirecte, dans la protection des consommateurs dans le domaine de la qualité des produits et des services offerts aux consommateurs. Les organismes privés dont les membres sont souvent la cible de divers abus agissent mais timidement.

### I.3.2. Intervention des organismes privés

Il faut reconnaître que la sécurité et la qualité des produits et services offerts aux consommateurs semblent mieux assurées par le secteur public plus qu'elles ne le sont par le secteur privé<sup>59</sup>. Ainsi par exemple, dans le secteur des médicaments, la CAMERWA joue un rôle important malgré, les ressources limitées dont elle dispose.

Les organisations des consommateurs qui devraient faire de la protection des consommateurs leur objectif, semblent être frappées d'une paralysie chronique. Saluons toutefois la récente reconnaissance juridique de l'Association pour la Défense des Droits des Consommateurs (ADECOR Asbl) par arrêté ministériel n° 17/11 du 27/01/2009.

La Fédération Rwandaise du Secteur Privée ainsi que les associations des professionnels qui en sont membres et qui devraient veiller au professionnalisme et à l'éthique de ses membres ne semblent pas en notre sens en faire une de ses priorités.

Il ressort de toutes ces considérations que des efforts devraient être fournis afin que la question de qualité et de la sécurité des produits offerts aux consommateurs s'inscrive dans les priorités de tous les acteurs par la mise en œuvre des moyens efficaces et effectifs de protection.

---

<sup>59</sup>F. NTAGANDA, *op.cit.*, p. 60, inédit.

## **II. ANALYSE DES ABUS ET PROPOSITION DES MECANISMES SUSCEPTIBLES D'AMELIORER LA QUALITE ET LA SECURITE DES PRODUITS OFFERTS AUX CONSOMMATEURS.**

Avant d'aborder l'étude proprement dite des moyens à mettre en œuvre qu'ils soient juridiques ou institutionnels, il importe de passer en revue et de manière lapidaire différents abus que rencontrent les consommateurs dans des domaines multiples et variés.

### **II.1. Analyse des abus que rencontrent les consommateurs en matière des produits et services**

Sans prétendre être exhaustive, notre analyse va cibler les domaines des produits notamment les produits mis en vente ainsi que les services (santé, transport, crédit etc.).

#### **II.1.1. Secteur des produits mis en vente**

Le contrat de vente est sans nul doute un des contrats les plus usuels dans la vie quotidienne du consommateur, mais également un domaine de prédilection des abus dont souffre ce dernier. Il importe de souligner qu'à presque toutes les phases de la vie de ce contrat, plusieurs abus sont présents. L'aspect de la responsabilité délictuelle n'intéresse pas la présente étude.

##### ***II. 1.1. 1. Pendant la phase précontractuelle***

Pendant la période précontractuelle, par exemple, le consommateur est dépourvu d'informations suffisantes et nécessaires susceptibles de lui permettre à contracter

à bon escient. Il ne peut choisir avec discernement et se trouve régulièrement en proie au doute et à la perplexité au moment de prendre une décision. Si son choix est fondé sur des critères dénués de rapport ou de valeur<sup>60</sup>, alors c'est tout l'équilibre contractuel qui en pâtit. Le consommateur est généralement peu ou mal informé avant de conclure une quelconque vente.

Une information préalable à la conclusion du contrat de vente est toujours plus importante et nécessaire, afin de permettre au consommateur, dans la mesure du possible, de mieux utiliser ses ressources, de choisir plus librement entre différents produits et services offerts et d'exercer une influence sur les prix, l'évolution des produits et les tendances du marché<sup>61</sup>.

Soulignons également qu'il reçoit parfois une information déformée par la publicité qui ne donne pas toutes les caractéristiques du produit ou du service. Elle a la vertu d'être partielle et partiale<sup>62</sup>.

### *II.1.1.2. Pendant la phase contractuelle*

Le déséquilibre professionnel-consommateur apparaît également durant la phase contractuelle, de sorte que l'application du principe sacrosaint de la liberté contractuelle risque de sacrifier les intérêts légitimes des seconds vis-à-vis des premiers.

60 M. RUFFAT, *Le contre-pouvoir consommateur aux Etats-Unis*, Paris, PUF, p.153.

61 Programme préliminaire pour une politique de protection et d'information du consommateur du 14 avril 1975, J.O., 1975, n° C 92 points 6 et 8 ; pour plus d'amples connaissances sur l'obligation d'informations, voy. Ch., VASSILI, *L'obligation d'informer dans la vente des produits mobiliers*, Bruxelles, Ed. Bruylant, 1987.

62 Voy. J.D. NDUWIMANA, *Impact de la publicité sur les droits des consommateurs en droit rwandais*, mémoire, Butare, UNR, Faculté de droit, 2006, inédit ; Fr. NYIRANDATIYE, *Protection du consommateur contre la publicité mensongère en droit rwandais*, mémoire, Kigali, ULK, Faculté de droit, 2008, inédit.

Le plus souvent, le contrat formé entre les deux parties en présence nait dans un contexte où la volonté du consommateur est viciée, et en plus de ces vices de consentement<sup>63</sup>, le contrat de vente ainsi conclu est caractérisé par la présence des clauses abusives<sup>64</sup>, notamment en matière de garantie<sup>65</sup>, cela en violation de l'article 320 CCL III<sup>66</sup>. C'est le cas également du non respect des délais de livraison<sup>67</sup>. Au moment de la livraison, ce sont souvent des produits contrefaits ou périmés<sup>68</sup> qui risquent, non seulement de porter atteinte à la santé et à la sécurité du consommateur, mais aussi et surtout, à ses intérêts économiques<sup>69</sup>, que l'on rencontre sur

63 Voy. Les articles 9 à 16 du CCL III ; J.P. PIZZIO, « Un apport législatif en matière de protection du consentement : Loi du 22 décembre 1972 et la protection du consommateur sollicité à domicile », *RTDC*, 1976 ; G. ROUHETTE, « Droit de la consommation et théorie générale des contrats », *M2L Rodière*, Paris. Dalloz pp. 242-272 ; voy. Th. HAKUNDANABAHALI, *De la protection du consentement de la partie faible en droit rwandais : cas du consommateur*, mémoire, Butare, UNR, Faculté de droit, 2003, inédit.

64 On peut signaler la présence sur les factures de la clause du genre, « les marchandises vendues ne sont ni échangées ni reprises ».

65 C'est le cas par exemple de la présence dans le contrat des clauses exclusives ou limitatives de garantie contre les vices cachés.

66 Selon cette disposition, le vendeur est tenu des vices cachés, quand même il ne les aurait pas connus, à moins que, dans ce cas, il n'est stipulé qu'il ne sera obligé à aucune garantie ». Voy. L'étude réalisée par M.G. UWAMARIYA, *Sanctions de l'obligation de garantie en matière vente en droit rwandais*, mémoire, Kigali, ULK, Faculté de Droit, 2004, inédit.

67 Voy. D. MUKAMWEZI, *De la validité des clauses limitatives de responsabilité en droit rwandais*, mémoire, Butare, UNR, Faculté de droit, 2004, inédit.

68 Voy. P. MUHOZI, *Le dol du fabricant face au contentieux entre consommateurs : Cas du piratage de marques de fabrique*, mémoire, Butare, UNR, Faculté de droit, 2006, inédit.

69 A ce niveau, une discussion intervient. D'aucuns estiment que la présence sur le marché des produits contrefaits, mais à bas prix serait avantageuse pour le consommateur à faibles revenus. car cela lui permet de se procurer le produit. D'autres estiment qu'il ne faudrait pas, dans certains cas, tolérer la présence de ces produits sur le marché. car non seulement, ils constituent une atteinte à la propriété industrielle, mais aussi, ils servent comme instrument de tromperie contre le consommateur souvent non averti. Nous pensons qu'une tendance privilégiant l'information du consommateur serait plus conciliatrice, en ce sens qu'une fois informé sur le caractère original ou contrefait du produit, le consommateur ferait usage de son choix selon ses préférences et ses moyens.



la plupart des marchés des pays africains etc.

### II. 1.1.3. Pendant la phase post contractuelle

Ce déséquilibre professionnel-consommateur se poursuit souvent au moment de la phase post contractuelle. A ce niveau, le professionnel devrait surtout faire preuve de bonne foi, être loyal, honnête et sincère conformément à l'article 33 al.3 CCLIII. Il devrait, surtout, pour les vendeurs des biens durables tels que les appareils électroménagers, les véhicules et autres produits non périssables, assurer un service après vente tel que prévu par l'article 6 de la loi sur le commerce intérieur précitée.

Force est cependant de constater que cette disposition ne semble pas offrir une protection complète et suffisante au consommateur, car elle fait dépendre cette obligation à l'accomplissement d'une condition suspensive, à savoir l'intervention du Ministre ayant le commerce intérieur dans ses attributions, en cas de nécessité. On peut en déduire qu'aussi longtemps que la condition est suspensive, le commerçant n'est pas obligé de garantir un service après vente. Ainsi, cette garantie aurait un caractère supplétif et serait assimilée à une garantie commerciale ou conventionnelle<sup>70</sup>.

Soulignons également que l'article 40 du projet de loi relative à la concurrence et à la protection du consommateur

précise que le service après vente est obligatoire à charge des entreprises qui fournissent des bien durables. L'article précise des biens durables concernés à savoir :

---

70 A.M. NGAGI, *op. cit.*, p. 272.

- équipements pour engins motorisés ;
- équipements bureaucratiques et informatiques ;
- équipements électroménagers ;
- équipements audiovisuels ;
- équipements de production ;
- équipements médicaux et chirurgicaux.

L'article poursuit que la Commission détermine la liste des biens durables visés par le présent article<sup>71</sup>. Cet article du projet vient corriger la faiblesse de la loi sur le commerce intérieur, car il fait du service après vente une obligation pour les biens durables.

Un autre élément important à souligner, c'est la réparation du préjudice résultant de l'inexécution ou de la mauvaise exécution du contrat. En effet, cette question constitue l'une des préoccupations majeures du consommateur qui, souvent, est victime de la non réparation du préjudice subi.

Si dans la plupart des cas, les consommateurs se plaignent sur la qualité des produits offerts, les abus résultant du secteur des services nécessitent également une étude particulière.

### II.1.2. Secteur des services

Nous l'avons déjà dit, le secteur des services (crédit<sup>72</sup>, assurances, transports<sup>73</sup>, entretiens et réparations<sup>74</sup>, soins de santé etc), constitue également un domaine de prédilection

71 Le document du projet de loi est inédit.

72 Voy. Ch. MUKUNDENTE, *op.cit.* inédit ; M. RUGWIZANGOGA, *op. cit.*, inédit, I, BUGINGO, *op.cit.*, inédit.

73 Voy. Note 28, p.7.

74 Voy. E. NEEMA, *De la responsabilité civile du garagiste réparateur en droit rwandais*, mémoire, Butare, UNR, Faculté de droit, 2005, inédit.

et une source d'abus des professionnels à l'égard des consommateurs. Nous allons brièvement passer en revue quelques uns de ces secteurs avant de donner un commentaire général dans ce domaine.

### II.1.2.1. Secteur du crédit

Concernant le secteur de crédit à la consommation, force est de constater que la question du crédit a toujours suscité des débats et des polémiques à travers les âges. C'est un secteur qui touche à ce qui est essentiel à la vie de l'homme. Profitant de la situation précaire dans laquelle se trouve généralement l'emprunteur, le professionnel de crédit pose souvent des conditions draconiennes<sup>75</sup>. Dans ce secteur, les grandes difficultés peuvent se résumer en ceci :

- la problématique de l'accès au crédit qui se traduit généralement dans la réticence de financement de la part de l'établissement de crédit<sup>76</sup>, la non maîtrise du système de crédit par les consommateurs, les contraintes résultant des exigences de garantie, etc. ;
- le déséquilibre contractuel au détriment du consommateur qui se traduit également par des taux d'intérêt parfois usuraire, la rupture injustifiée du contrat de crédit, la présence des clauses limitatives ou exclusives de responsabilité, etc. ;
- le manque de transparence dans la négociation du crédit et le défaut de l'information du consommateur<sup>77</sup>.

Si l'obligation de prudence et de diligence sont de mise

75 Pour des amples détails, voy. A.M. NGAGI, *op. cit.*, pp. 293-294.

76 F. NTEZIRYAYO, *op. cit.*, p.161 ; H. BRUSSLERIE, *Analyse financière et risque de crédit*, Paris, Dunod, 1999, p. 275.

77 Ch. MUKUNDENTE, *op. cit.*, p. 17, inédit ; A. M. NGAGI, *op. cit.*, pp. 295-297.

de la part du banquier afin de pas accorder des crédits à risques, il lui importe également de faire preuve de bonne foi et ne pas abuser de son droit de sélection<sup>78</sup>. De tels abus sont également présents dans le secteur de transport même si les faits sont différents.

### *II.1.2.2. Secteur de transport*

La réalité quotidienne au Rwanda montre que beaucoup d'abus sont commis par les transporteurs surtout dans le secteur du transport des personnes par voie terrestre. En effet, point n'est besoin d'en chercher de preuves à ce sujet, les transporteurs changent abusivement d'itinéraire, imposent des prix en profitant des circonstances défavorables aux consommateurs, n'assurent pas la sécurité des personnes et des biens<sup>79</sup>.

Si l'on considère le cadre légal, en matière de transport des marchandises, il est regrettable de constater que le décret du 30 mars 1931 sur la responsabilité des transporteurs<sup>80</sup> semble à notre avis, avoir été édicté dans le seul but de protéger les professionnels. En effet, ledit décret contient une série de clauses limitatives de responsabilité en faveur du transporteur<sup>81</sup> et dont la quasi-totalité des clauses ne protègent uniquement que le transporteur. Un tel déséquilibre est également présent en matière d'assurance.

---

78 A. M. NGAGI, *Cours de droit civil des obligations*, Manuel pour étudiants, Butare, Les édition de l'UNR, 2004, pp. 82-83 ; p. 98.

79 NS. NIYONDORA, *op. cit.*, inédit ; CI. RWIMO, *op.cit.*, inédit.

80 Décret du 30 mars 1931 relatif à la responsabilité des transporteurs, *B.O.*, 1931.

81 C'est le cas notamment des articles 5, 6, 7 et 8 dudit décret ; voy. également A.M. NGAGI, *Cours de droit commercial*, Kigali/Butare, ULK/UNR, 2008, inédit.

### II.1.2.3. Secteur des assurances

Le contrat d'assurance se range parmi les contrats d'adhésion, domaine de prédilection des clauses abusives, car le plus souvent, c'est l'assureur qui rédige unilatéralement et en avance, les clauses du contrat, l'assuré ou le souscripteur ne faisant qu'adhérer. Ainsi que le corrobore Y. LAMBERT FAIVRE, le contrat d'assurance est élaboré, rédigé, imprimé par l'assureur, et l'assuré qui adhère à un contrat préétabli dont il n'a pas discuté les conditions générales, se contente le plus souvent de remplir les blancs de l'imprimé<sup>82</sup>. Ajoutons d'ailleurs, que généralement, au Rwanda, cet imprimé est dans une langue que la plupart des consommateurs ne comprennent pas. Pis encore, les clauses du contrat sont aussi dans un langage ésotérique et sophistiqué. Il suffit s'enquérir de consulter les conditions générales des compagnies d'assurance.

Les primes d'assurance sont fixées par les assureurs et font l'objet des ententes concertées au mépris des articles 8 et 9 de la loi sur le commerce intérieur précitée. Soulignons que depuis 2008, les compagnies d'assurances du Rwanda se sont concertées dans la fixation des primes d'assurance. Bien entendu, ceci a eu pour effet, de majorer les primes d'assurance à la hausse. A titre d'exemple, pour un véhicule que j'ai personnellement fait assurer à 340 000 frw en février 2008, en 2009 le projet du contrat proposé prévoit près de 680 000 frw. C'est donc le double de ce qui a été payé, il y a une année. Il ne faut pas être spécialiste

dans le domaine pour se rendre compte de la condition du preneur d'assurance. De telles conditions de déséquilibre

---

82 Y. LAMBERT FAIVRE, *Droit des assurances*, 11<sup>e</sup> éd., Paris, Dalloz, 2001, p. 183.

se manifestent également au moment de l'indemnisation en cas de survenance du sinistre. Que dire alors dans le secteur de la santé ?

### II.1.2.3. Secteur de la santé

En dépit des efforts fournis par le MINISANTE, en matière de qualité des soins offerts aux consommateurs, force est de constater que ces derniers ne cessent de douter de la qualité des soins qui leur sont offerts. Les problèmes qu'ils rencontrent se situent surtout au niveau de l'accueil et du traitement.

Avant l'accueil, les malades surtout des milieux ruraux avancent le problème du long trajet qu'ils effectuent avant d'atteindre la formation sanitaire. Ce qui a pour effet, d'aggraver leur état de santé déjà fragile<sup>83</sup>. Une fois parvenus au poste de santé, les patients connaissent un grand retard pour leur réception. Ce retard frappe également les cas urgents<sup>84</sup>.

Après l'accueil, les patients sont souvent victimes des conséquences résultant de l'insuffisance du personnel médical<sup>85</sup>, et pour certains, du manque de l'éthique ou de déontologie professionnelle<sup>86</sup>. De là résulte des cas de décès ou

83 J.D. DE BONHEUR, *op. cit.*, p. 23, inédit.

84 *Ibidem*.

85 La norme de l'OMS préconise un médecin pour 10 000 habitants, or au Rwanda, la norme est loin d'être respectée, car dans une zone de rayonnement d'un centre de santé, il y a un médecin pour 50 000 habitants ( voy. MINISANTE, *Politique nationale de la qualité des soins et des services de santé au Rwanda*, Kigali, 2006, p. 59.

86 Le cas rapporté par J. D'Arc DE BONHEUR, *op. cit.*, pp. 27-28. concerne le jugement rendu par le tribunal de grande instance de Huye rendu contre un soignant pour avoir dépassé les limites de son devoir en faisant l'expérimentation non thérapeutique ( TGI/HUYE/16/08/2006, MPc/G.S., R.P. 0282/06 R2/TGI/HUYE, inédit).

d'incapacité permanente. Suite à la difficulté qu'éprouve la victime pour pouvoir établir la faute médicale<sup>87</sup>, le contentieux en la matière est rare au Rwanda ; les victimes ou leurs familles ne font que se résigner à leur triste sort. Il faut également souligner la non exécution parfaite de la part des professionnels de santé de l'obligation d'information et de conseil. Cette obligation est d'ailleurs très soutenue par la jurisprudence. C'est ainsi que le tribunal de Courtrai l'a rappelée en des termes très sévères dans une affaire d'erreur fatale de diagnostic, où le médecin n'avait fait procéder à aucun examen complémentaire, auquel il aurait dû songer devant des symptômes évidents de fracture de crâne. Le médecin tentait de se dégager de sa responsabilité en invoquant le coût de tous les examens complémentaires qu'il devait faire<sup>88</sup>.

Il ressort des développements précédents que le cadre juridique et institutionnel de la qualité des produits et services offerts aux consommateurs connaît encore beaucoup de lacunes qu'il faut combler par la mise en place d'un cadre juridique et institutionnel adéquat.

## **II.2. Proposition d'un cadre juridique et institutionnel susceptible d'améliorer la qualité des produits et des services offerts aux consommateurs au Rwanda**

L'amélioration du cadre juridique et institutionnel suppose que les règles juridiques et les institutions chargées de les appliquer soient adaptées à cette réalité. Or, cette adaptation suppose que de nouvelles règles soient adoptées et que celles existantes soient adaptées d'une part ; que d'autre par des institutions chargées de les animer soient mises en place et qu'elles jouent pleinement leur rôle.

87 Ch. MUGEMANA, *op. cit.*, p.1. inédit.

88 Civ. Courtrai, 23/6/1960.Rw 61-62. col.1812.



## II.2.1. Proposition du cadre juridique adéquat

Point n'est besoin de rappeler que le droit rwandais de la consommation est encore au stade embryonnaire et peu développé. Des règles qui jusque là sont dans l'ordre dispersé ne semblent pas offrir une protection efficace et effective aux consommateurs dans presque tous les secteurs de la consommation.

### II.2.1.1. *Choix du modèle et du cadre juridique d'intervention*

L'examen du modèle d'intervention va précéder celui du cadre juridique d'intervention.

#### 1. **Modèle d'intervention**

Le droit de la consommation admet jusque là trois systèmes de protection des consommateurs à savoir un modèle de type formel, un modèle de type adaptatif et un modèle participatif.

Le modèle formel repose sur le principe de l'autonomie de la volonté et consacre le principe du laisser-faire, laisser-aller. Un tel modèle conviendrait à un système dans lequel les parties contractent à forces égales, le contrat étant la meilleure façon d'exprimer sa volonté. Or dans un contexte où les rapports de force ne sont pas équilibrés, où les transformations sociales et économiques ont creusé peu à peu un fossé entre égalité formelle et égalité réelle, le consommateur dispose de peu de marges de manœuvres devant son partenaire plus avisé et plus éclairé<sup>89</sup>. Ainsi, la

---

<sup>89</sup> A.M. NGAGI, *La protection des intérêts économiques des consommateurs dans le cadre du libéralisme économique en droit rwandais*, op.cit., p. 342.



liberté ne faut que si l'égalité règne entre les partenaires<sup>90</sup>. Ceci se traduit d'ailleurs dans la célèbre phrase de LACORDAIRE : « Entre le fort et le faible, c'est la liberté qui opprime et la loi qui libère »<sup>91</sup>. Un tel modèle qui écarte en principe l'intervention des pouvoirs publics ne saurait assurer une protection efficace au consommateur. Dans l'état actuel des choses, le modèle formel et individualiste ne fait qu'aggraver la situation des consommateurs<sup>92</sup>.

Le modèle de type adaptatif ou régulateur intervient pour pallier les faiblesses du modèle précédent. Dans le présent modèle dit aussi dualiste et collectif, le droit traduit désormais la volonté réelle des pouvoirs publics d'assurer la promotion d'un changement économique et social au sein de la cité. Ainsi que l'exprime J. CARBONNIER, « l'Etat prend fait et cause pour un contractant victime de l'injustice, en lui donnant les moyens de se dégager du contrat injuste ou de le rééquilibrer »<sup>93</sup>. Cela suppose évidemment que soit mis en marche un processus de réglementation et de régulation des différents rapports. Comme nous l'avons souligné, il y a de cela six ans, et nous le répétons, car rien de concret n'a changé, dans un pays comme le Rwanda où le mutisme du législateur en matière de la consommation est criant, l'adoption d'un modèle adaptatif est très attendu<sup>94</sup>. Les initiatives tendant à mettre sur pied une législation spécifique dans ce domaine n'ont jamais abouti, alors qu'elles ont commencé en 1990.

---

90A. M. NGAGI, *Cours de droit civil des obligations, op. cit.*, p. 24.

91 Voy. C. LAPOYADE DESCHAMPS, *Droit des obligations*, Paris, Ellipses, 1998, p. 30.

92 A.M. NGAGI, *La protection des intérêts économiques des consommateurs dans le cadre du libéralisme économique en droit rwandais, op.cit.*, p. 343.

93 J. CARBONNIER, *Flexible droit*, Paris, L.G.D.J., 1979, n°78.

94 A.M. NGAGI, *La protection des intérêts économiques des consommateurs dans le cadre du libéralisme économique en droit rwandais, op.cit.*, p. 344.

Il importe de préciser que si le modèle adaptatif privilégie l'action du législateur, ce dernier n'a pas le monopole parmi les autres acteurs du changement. La concertation doit s'installer entre les pouvoirs publics, les associations des consommateurs et le milieu professionnel.

Le modèle de type mixte qui prend en compte les atouts du modèle adaptatif auxquels il ajoute les éléments du modèle participatif<sup>95</sup> serait une solution plus adéquate. Ceci suppose la combinaison de la solution consistant à adopter des instruments ayant force réglementaire et celle de prendre en compte des initiatives privées dépourvues de toute force obligatoire. Il faut toutefois éviter de penser que la concertation exclut l'application des sanctions qui, lorsqu'elles sont respectées, peuvent jouer un rôle dissuasif de plan et donner plus de force à leur cadre juridique.

## 2. Cadre juridique d'intervention

Au regard des conditions des consommateurs en matière des produits et des services, la nécessité d'une intervention législative pour protéger les intérêts du consommateur n'est plus à démontrer. Que faut alors proposer comme cadre d'intervention ? Deux possibilités peuvent être envisagées.

La première consiste à proposer une loi générale qui s'inspire des Principes Directeurs des Nations Unies sur la Protection

---

<sup>95</sup> Le modèle participatif associe plus étroitement les groupements intéressés au processus normatif et les amène, par la définition des instruments, à proposer des formes nouvelles de comportement et de relation, en vue de créer les conditions d'une concertation possible et moins déséquilibrée entre consommateurs et professionnels ( voy. Th. BOURGOIGNIE, *Eléments pour une théorie du droit de la consommation*, Bruxelles, Story-Scientia, p. 184).

des Consommateurs<sup>96</sup> et qui aurait l'avantage de couvrir presque tous les domaines du champ de la consommation<sup>97</sup>. Une telle loi serait souhaitable, car elle servirait comme cadre général du droit de la consommation. Ainsi, les questions relatives à la qualité et à la sécurité des produits y trouveraient droit de cité. Soulignons qu'au Rwanda, à l'heure actuelle, il existe un projet de loi sur la concurrence et la protection des consommateurs. Malheureusement, le domaine de la consommation qui intéresse notre étude, souffre aussi bien en quantité<sup>98</sup> mais surtout en qualité<sup>99</sup>. Nous pensons que le législateur devrait profiter de cette opportunité et aborder toutes les questions essentielles dans le domaine de la consommation.

La seconde consiste en l'élaboration de plusieurs textes à caractère vertical qui couvriraient par exemple les denrées alimentaires, les produits pharmaceutiques, les produits cosmétiques, les appareils domestiques, les clauses abusives, les assurances, les transports etc. Si cette approche a l'avantage de spécialisation, soulignons toutefois que

96 Ce texte appelé aussi « Charte mondiale » reprend les droits ci-dessous :

- droit à la satisfaction des besoins de base ;
- droit à la sécurité ;
- droit à être informé ;
- droit de choisir ;
- droit d'être entendu ;
- droit à la réparation ;
- droit à l'éducation du consommateur ;
- droit à un environnement sain.

97 Nous pensons notamment aux domaines ci-après : la sécurité des produits, l'information du consommateur, la garantie du produit, les prix, les conditions contractuelles, les pratiques du commerce, les clauses abusives, les modes de mise en œuvre des droits, etc.

98 Seuls, moins de 10 articles abordent la matière relative à la protection des consommateurs.

99 Les domaines pertinents tels que la qualité et la sécurité des produits et des services, la santé des consommateurs, les clauses abusives, etc.

l'existence de plusieurs textes à caractère vertical présente des risques de dispersion, de confusion, d'ambiguïté, de contradictions et d'incohérences qui nuiraient à l'évolution, à la bonne application de ce droit<sup>100</sup>.

Devant ces deux solutions proposées, qui chacune, garde sa valeur, nous pencherions, à l'heure actuelle, en faveur de la première. La seconde n'interviendrait que pour compléter la première, car avant de penser à ces lois de caractère sectoriel, il faudrait au moins disposer d'une loi d'ordre général mais assortie des sanctions efficaces et dissuasives.

### II.2.1.2. *Choix des sanctions efficaces et dissuasives*

Il est traditionnellement admis que le droit de la consommation apparait d'abord comme un ensemble des textes répressifs<sup>101</sup>. Cependant, ceux-ci devraient être complétés par d'autres types de sanctions, à savoir les sanctions civiles et les sanctions de caractère administratif.

Soulignons cependant que d'une part, la protection du consommateur ne doit pas être assurée par la multiplication des textes répressifs, mais plutôt par une simplification qui mettrait ces textes à la portée de tout citoyen moyennement constitué. Même si au Rwanda, la question d'inflation des textes répressifs en matière de consommation ne se pose pas, force est de constater que celle du caractère contraignant et dissuasif se pose avec acuité.

---

100 A.M. NGAGI, *La protection des intérêts économiques des consommateurs dans le cadre du libéralisme économique en droit rwandais*, op.cit., p. 345.

101 G. CAS, D. FERRIER, op.cit., p. 25 ; G. ROUJOU de BOUBEE, « La protection du consommateur en droit pénal français », *Annales de l'Université de Toulouse*, 1979, pp. 201 et ss.

Le parquet n'est pas toujours prêt à poursuivre un commerçant accusé d'avoir triché sur le poids ou la mesure de tel ou tel autre produit qu'il a vendu. Même si poursuite il y en avait, les amendes prévues par différents textes ne semblent pas dissuasives parce que souvent dérisoires et inadaptées par rapport à la somme des gains résultant de l'infraction commise. Soulignons que les amendes prévues dans le projet de loi relative à la concurrence et la protection des consommateurs varient entre 20 000 et 2 000 000 de francs rwandais. En notre sens, un minimum de 20 000 francs rwandais serait dérisoire par rapport aux gains tirés de l'acte illicite. Il faudrait donc élever cette peine. Reconnaissons toutefois le mérite de l'innovation apportée par ce projet de loi, en proposant, une amende administrative n'excédant pas 10% du chiffre d'affaires annuel de l'exercice fiscal précédent. Il aurait été intéressant que le 10% soit obligatoire et fixe, au lieu d'être un maximum à ne pas dépasser.

D'autre part, les textes, même bien adaptés, ne sont d'aucune utilité pratique pour les consommateurs, s'ils ne sont pas rigoureusement appliqués par les organes compétents et suffisamment épris de la cause consomériste.

### **II.2.2. Proposition d'un cadre institutionnel adéquat**

L'état des lieux du cadre institutionnel de protection des consommateurs, tout en reconnaissant les efforts des pouvoirs publics rwandais en la matière, notamment par la création des institutions assurant d'une manière ou d'une autre la protection des intérêts des consommateurs, et les initiatives de certains ministères à ce sujet ; force est de constater qu'il reste encore beaucoup à faire. Les

institutions privées à leur tour ne semblent pas jouer grand rôle en la matière.

### *II. 2.2.1. Institutions publiques*

Point n'est besoin de le répéter, les pouvoirs publics ont franchi un pas considérable dans la protection des consommateurs. Nous pouvons, à titre d'exemple, parler des efforts entrepris par le ministère ayant le commerce dans ses attributions ainsi que le Ministère de la Santé. L'Office Rwandais de Normalisation (ORN) ainsi que l'Agence de Régulation des Services d'Utilité Publique (RURA) jouent également un rôle important dans la protection des consommateurs. Malheureusement, la protection offerte par ces institutions ne s'inscrit pas dans leur mission principale, car elles ne mettent pas un accent particulier sur les consommateurs.

L'orientation libérale qu'a prise l'Etat rwandais semble favoriser davantage le professionnel au détriment des consommateurs. S'il est réel et réaliste que l'Etat soutienne et encourage le développement du secteur privé, notamment la Fédération Rwandaise du Secteur Privé, force est malheureusement de constater qu'un tel soutien ne se manifeste pas en faveur des Associations de consommateurs, qui jusque là ont été frappées d'une paralysie devenue chronique. On en a pour preuve l'ASCORWA<sup>102</sup> qui, actuellement est inactive. Saluons toutefois les efforts déployés par le MINICOM qui pourvoit au loyer du bureau qui abrite le siège de l'Association pour la

---

102 L'Association des Consommateurs au Rwanda actuellement paralysée car les organes ne sont plus opérationnels, la quasi-totalité des responsables n'étant pas présents au pays. Personne jusque là n'ose prendre l'initiative de la réanimer.

Défense des Droits des Consommateurs (ADECOR Asbl)<sup>103</sup>. Nous pensons qu'au niveau des institutions publiques, il faudrait renforcer l'action des institutions existantes en leur dotant des moyens (matériels, juridiques et humains) suffisants. En outre, il faudrait créer un office, une agence ou une commission permanente chargée de la concurrence et de la protection des consommateurs. Au niveau des consommateurs, cet organe serait chargé notamment de<sup>104</sup> :

- recevoir les plaintes des consommateurs, mais surtout de les traiter ;
- éduquer et renseigner la population sur ce qui a trait à la protection du consommateur ;
- faire des études concernant la protection du consommateur ;
- promouvoir et subventionner la création et le développement des services et organismes destinés à protéger le consommateur ;
- sensibiliser les commerçants, les fabricants et les agences de publicité aux besoins et aux demandes des consommateurs ;
- promouvoir la concertation entre les différents acteurs de la consommation.

D'aucuns se poseraient la question de savoir si la création d'une telle institution à côté de certains ministères et d'autres organismes comme RURA et ORN ne seraient du gaspillage des moyens et une superposition d'organes génératrice des conflits entre eux. Nous pensons jusque là, qu'au Rwanda, la protection des consommateurs n'a jamais constitué une priorité pour les pouvoirs publics, aussi bien

---

103 Entretien eu avec M. NDIZEYE Damien, Président de l'ADECOR Asbl, le 09/09/2009.

104 Ces attributions sont inspirées par l'article 292 de la loi sur la protection du consommateur au Québec.

au niveau des textes qu'à celui des institutions chargées de les appliquer. Les actions ou initiatives fragmentées et peu coordonnées, loin de constituer un rempart de protection, elles risquent d'être une épée contre les consommateurs.

Ainsi, la création d'un organe chargé de mettre en application les attributions énumérées ci-dessus, et de coordonner toutes les actions en faveur des consommateurs serait une solution idoine. Que dire alors des institutions privées ?

### *II. 2.2.2. Institutions privées*

Nous l'avons déjà évoqué, le rôle des institutions privées dans la protection des consommateurs semble dérisoire voir inexistant, alors que celles-ci devraient plutôt être un moteur de développement et de défense des droits des consommateurs. Qu'attendre alors des associations de consommateurs et des organismes des professionnels ?

#### **1. Associations de consommateurs**

Les associations de consommateurs, qui normalement devraient jouer un rôle actif dans la promotion et la défense des intérêts des consommateurs, se révèlent impuissantes voire inopérantes.

En principe et en pratique, comme le souligne Th. Bourgoignie, elles devraient œuvrer pour une meilleure connaissance par le consommateur de ses droits, une protection renforcée de ses droits dans les transactions nouées avec les professionnels, la défense des droits individuels et collectifs en justice et leur participation effective dans la prise des décisions qui les concernent<sup>105</sup>.

<sup>105</sup> Th. BOURGOIGNIE, *Proposition pour une loi générale sur la protection des consommateurs*, Bruxelles, M.E.B., p.4.



## 2. Groupement des professionnels

Même s'il existe au Rwanda, plusieurs associations des professionnels, la plupart se regroupent d'une façon pyramidale dans la Fédération Rwandaise du Secteur Privé. Celle-ci contribue à la promotion économique et au développement social du Rwanda. Même si à première vue, il paraît paradoxal d'envisager une quelconque intervention des professionnels dans la protection des consommateurs, car leurs intérêts paraissent divergeant et opposés; le milieu professionnel a manifesté un intérêt sur l'ensemble des mesures qui ont été prises en faveur des consommateurs. Parmi ces mesures on peut citer notamment, la qualité et la sécurité des biens de consommation, l'étiquetage des produits, ainsi que les conditions d'accès à la profession et de performance de certains services destinés aux consommateurs.

Comme nous l'avons souligné dans notre ouvrage ci-haut cité, la contribution du milieu professionnel à la protection des consommateurs, exige que chaque professionnel se dote d'une éthique professionnelle solide, orientée vers la satisfaction des besoins des consommateurs, par le biais de meilleurs produits et services, grâce à une technologie maîtrisée, à une fabrication efficace et un marketing loyal<sup>106</sup>. Cette éthique professionnelle exigera au commerçant, qu'il soit vendeur, distributeur, fabricant des produits ou prestataires des services à offrir des produits ou à prester des services de qualité, de manière à prévenir tout litige ; mieux encore à prévoir un service aux consommateurs.

---

106 A.M. NGAGI, *La protection des intérêts économiques des consommateurs dans le cadre du libéralisme économique en droit rwandais*, op.cit., p. 152.

## CONCLUSION GENERALE

La problématique de la qualité et de la sécurité des produits et services offerts aux consommateurs ne s'inscrit pas dans le cadre de l'imaginaire. Il s'agit d'une question cruciale et réelle, d'autant plus que les abus sont toujours présents, réguliers et multiples.

L'une des causes serait d'une part l'absence d'un cadre juridique de protection adéquat et cohérent, et d'autre part, le manque d'un cadre institutionnel approprié et doté des moyens d'action efficaces et suffisants.

En effet, depuis le début des années 1990, les tentatives de légiférer sur la problématique de la protection des consommateurs n'ont cessé de ressurgir, mais la concrétisation de ces initiatives est toujours attendue. Il y a peut-être lieu d'espérer qu'avec la parution en grand nombre, ces derniers temps, des textes en rapport avec le droit des affaires, celui en rapport avec la concurrence et la protection des consommateurs verra enfin le jour.

Il ressort des résultats des travaux menés au Rwanda, surtout dans le cadre des mémoires de licence, ainsi que des discours des hautes autorités politiques du pays que cette problématique est prise au sérieux<sup>107</sup>.

En effet, en dépit de tous ces efforts entrepris par les pouvoirs publics, force est de constater que des commerçants

---

107 On peut prendre pour exemple, le discours de son Excellence Monsieur le Président de la République du Rwanda prononcé le 01/02/2009 lors de la Journée nationale des Héros au stade Amahoro. On ne peut aussi négliger les différentes émissions radiophoniques et télévisées ainsi que des annonces du Ministère ayant le commerce dans ses attributions.

malhonnêtes et véreux ne cessent de violer délibérément ce devoir de loyauté, voir les dispositions légales existantes quoique disparates, peu coordonnées et anachroniques.

Nous pensons que pour mettre un terme à cette situation, tous les acteurs du changement devraient concrétiser les discours en réalité. Les pouvoirs publics d'abord se doivent de mettre en place un cadre juridique et institutionnel adéquat. Par ailleurs, les acteurs du secteur privé, surtout les consommateurs et leurs associations devraient prendre conscience de la nécessité d'assurer la défense de leurs intérêts. Les professionnels de leur part, même *a priori*, leur relation avec les consommateurs s'analyse en un mariage de haine, compte tenu de leurs rapports antagonistes, devraient comprendre qu'il est temps que cette relation se transforme en une relation d'amour.

## BIBLIOGRAPHIE INDICATIVE<sup>108</sup>

### I. TEXTES LEGISLATIFS

#### I.1. Textes rwandais

1. Loi n° 43/2006 du 05/10/2006 portant attributions, organisation et fonctionnement de l'Office Rwandais de Normalisation, in *J.O.R.R.* n° 23 bis du 01/12/2006.
2. Loi n° 03/2002 du 19 janvier 2002 portant création de l'Office Rwandais de Normalisation, in *J.O.R.R.* n° 6 du 19 janvier 2002.
3. Loi n° 39/2001 du 13/09/2001 portant création de l'Agence de Régulation des Services d'Utilité publique, in *J.O.R.R.* n° 20 du 15/10/2001.
4. Loi n° 30/2001 du 12 /06/2001 portant organisation, fonctionnement et compétence de l'ordre des médecins in *J.O.R.R.* n° 23 du 01/12/2001.
5. Loin° 15/2001 du 28 janvier 2001 portant organisation du commerce intérieur in *J.O.R.R.* du 28/01/2001.
6. Loi n° 22/1989 du 01/01/1990 portant organisation du commerce extérieur, in *J.O.*, 1990.
7. Décret-Loi n° 21/77 du 17/8/1988 portant Code pénal, *J.O.* n° 13 bis, 1978.
8. Décret du 26 juillet 1910 relatif à la fabrication et au commerce des denrées alimentaires, *B.O.*, 1910.
9. Décret du 30 juillet 1888 portant code civil : Des contrats ou des obligations conventionnelles, in *B.O.*, 1888.
10. 10. Ordonnancen° 41/424 du 24/8/1959 portant commerce et préparation des œufs en coque, in *B.A.* 1959.

<sup>108</sup> Cette bibliographie n'est pas exhaustive et ne reprend pas toutes les sources utilisées.

11. Ordonnance n° 27/bis/ Hyg. du 15 mars 1933 portant exercice de la pharmacie- substances toxiques, soporifiques, stupéfiantes, antiseptiques, etc, B.A., 1933.
12. Ordonnance n° 40/4 du 23 mars 1915 portant préparation et commerce des farines, du pain et d'autres denrées alimentaires dérivés de farines; l'ordonnance du 5 juin 1916 réglementant la préparation et le commerce du riz comestible
13. Ordonnance du 18 novembre 1913 portant fabrication et commerce des bières.

## I. 2. Textes étrangers et internationaux

1. Loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et la protection et l'information du consommateur, in M.B. 29/08/1991.
2. Loi n° C 92 portant sur le programme préliminaire pour une politique de protection et d'information du consommateur, in J.O, du 14 avril 1975.
3. Nations Unies, Principes directeurs des Nations Unies sur la protection du consommateur, New York, 2003.

## JURISPRUDENCE

1. TPI/Gik, avril 2002, jugement N° R.C 1685/04/2002 (non publié).
2. Cour d'Appel de Nyabisindu, 12 novembre 2002, arrêt n° R.C.A 9246/33 (non publié).
3. TPI. Kig, 30/4/2002, R.P. 40 426/Kig, inédit.
4. TGI. Huye, 6/8/2006, MP c G.S, RP. 0282/06/R2/TGI/

HUYE, inédit.

5. T.P.I. Kig., 15.12.1999, RC. 27.968/98 confirmé par R C A n°12.913/Kig. du 21.3.2000, inédit.
6. TPI. Nyabisindu, 12.5.1989, RC n° 1197/3/89, inédit.
7. CA Nyabisindu, 17.05.1991, RCA n° 7786/130, inédit.
8. Civ. Courtrai, 23/6/1960.Rw 61-62, col.1812.

## OUVRAGES

1. AAKAR, D.A. et DAY G. S. eds, *Consumerism Search for the Consumer Interest*, 2<sup>e</sup> éd. New York, The Free Press, 1974.
2. CALAIS - AULOY, J. et STEINMETZ, J. F., *Droit de la consommation*, Paris, 2000.
3. CARBONNIER, J., *Flexible droit*, Paris, L.G.D.J., 1979.
4. CAS, G. et FERRIER, D., *Traité de droit de la consommation*, Paris, PUF, 1986.
5. CORNU G., *Vocabulaire juridique*, Paris, PUF, 1998.
6. BOURGOIGNIE, Th., *Proposition pour une loi générale sur la protection des consommateurs, rapport de la commission d'étude pour la réforme du droit de la consommation*, Bruxelles, M.E.B., 1995.
7. BOURGOIGNIE, Th., *Eléments pour une théorie du droit de la consommation* Bruxelles, Louvain -la-Neuve, 1988.
8. BOUT, R. et BRUSCHI, M., *Droit économique*, Paris, Lamy, 2001.
9. LAMBERT FAIVRE Y., *Droit des assurances*, 11<sup>e</sup> éd., Paris, Dalloz, 2001, p. 183.
10. Le TOURNEAU, Ph., *Droit de la responsabilité et des contrats*, Paris, Dalloz Action, 2004.

11. 11. Le TOURNEAU, Ph. et CADIET, L., *Droit de la responsabilité et de contrats*, Paris, Dalloz, 2000-2001.
12. FAGNART, J.L. et al., *Les pratiques du commerce et la protection et l'information du consommateur, depuis la loi 1991*, Bruxelles, éditions du jeune barreau de Bruxelles, 1991.
13. LAPOYADE DESCHAMPS, C., *Droit des obligations*, Paris, Ellipses, 1998, p. 30.
14. LE TOURNEAU, P. et al., « *Droit de la responsabilité et des contrats* », 6<sup>e</sup> éd., Paris, 2002.
15. NGAGI, A.M., *Cours de droit civil des obligations*, Butare, les éditions de l'UNR, 2004.
16. NGAGI, A.M., *La protection des intérêts des consommateurs dans le cadre du libéralisme économique en droit rwandais*, Butare, les éditions de l'UNR, 2005.
17. NTEZIRYAYO, F. *Le cadre juridique de l'activité bancaire au Rwanda et l'accessibilité au système de crédit*, Kigali, Palloti Presse, 1998.
18. PICOD, Y. et DAVO, *Droit de la consommation*, Paris, Armand Colin, 2005.
19. RZEPECK, N., *Droit de la consommation et théorie générale du contrat*, Marseille, P.U.A.M., 2002.
20. TAORMINA, G., *Théorie et pratique du droit de la consommation*, Marseille, Presses Universitaire d'Aix Marseille, 2004.
21. VASSILI, Ch., *L'obligation d'informer dans la vente des produits mobiliers*, Bruxelles, Ed. Bruylant, 1987.

## ARTICLES DES REVUES

1. BOURGOIGNIE, Th., « Réalité et spécificité du droit de la consommation », *J.T.*, 1979.
2. LEVY, G., « Recherches sur quelques aspects de la garantie des vices cachés dans la vente de véhicules neufs et d'occasion », *R.T.D civ.*1970.
3. NGAGI, A.M., « Le règlement des litiges de consommation », *R.S.D*, Butare, N° 010, UNR, 2005.

## THESES ET MEMOIRES

1. ADJITA, Sh. A., *Contribution à la protection juridique du consommateur dans les pays en voie de développement : Exemple particulier des pays d'Afrique*, Thèse de doctorat, Université d'Auvergne-Clermont Ferrand I, 1996, inédit.
2. AMAHORU, S.A., *Protection des consommateurs par l'obligation d'information*
  1. *et de conseil*, thèse de maîtrise, Kigali, UNR, 2008, inédite.
  2. BAKASHYAKA, G. *La protection du consommateur de logement en droit rwandais*, Mémoire, Butare, UNR, Faculté de Droit, 1999, inédit.
  3. BUGINGO, I., *De l'aide juridique aux consommateurs des crédits bancaires en droit rwandais*, mémoire, Butare, Faculté de Droit, 1997, inédit
  4. DE BONHEUR, J. A., *De la qualité et de la sécurité des services offerts aux consommateur: Cas des soins de santé au Rwanda*, Mémoire, Butare ; UNR, Faculté de Droit, 2007, inédit
  5. GATSINZI UMUTONI, N., *La protection des*



- consommateurs contre les clauses*
6. *abusives en droit rwandais*, mémoire de licence, Butare, UNR, Faculté de Droit, 2005, inédit.
  7. HAKUNDANABAHALI, Th., *De la protection du consentement de la partie faible en droit rwandais : cas du consommateur*, mémoire, Butare, UNR, Faculté de droit, 2003, inédit.
  8. INGABIRE, A., *Du régime juridique des prix et des tarifs au Rwanda*, Mémoire de licence, Kigali, ULK, Faculté de droit, 2008, inédit.
  9. ISIMBI, L. D., *La normalisation en tant que mécanisme de sécurité juridique des consommateurs en droit rwandais*, mémoire de licence, Huye, UNR, Faculté de Droit, 2008, inédit.
  9. KAYIGANWA, F., *La protection du consommateur en droit positif rwandais*, mémoire de licence, Kigali, ULK, Faculté de droit, 2003, inédit.
  10. MUGEMANA, Ch., *Problématique de l'administration de la preuve dans la responsabilité civile médicale au Rwanda*, mémoire, Kigali, ULK, Faculté de Droit, 2007, inédit
  11. MUGENI, C., *Protection des consommateurs contre les abus résultant de la vente des produits et de la prestation des services en droit rwandais*, mémoire, Kigali, ULK, Faculté de Droit, 2009, inédit.
  12. MUHODARI, J. D., *De la problématique du risque de développement en tant que cause d'exonération*, mémoire, Kigali, UNILAK, Faculté de Droit, 2007, inédit.
  13. MUHOZI, P., *Le dol du fabricant face au contentieux entre consommateurs : Cas du piratage de marques de fabrique*, mémoire, Butare, UNR, Faculté de droit, 2006, inédit.
  14. MUKESHIMANA, B. N., *La protection des*

- consommateurs d'assurance en droit rwandais, Mémoire, Butare, UNR, Faculté de Droit, 2004, inédit.*
15. MUKESHIMANA, G. E., *Protection de consommateur contre les abus en matière de prix en droit rwandais, Mémoire de licence, Kigali, UNILAK, 2007, inédit.*
  16. MUKUDENTE, Ch., *Protection juridique du consommateur de crédit bancaire en droit rwandais, mémoire, Kigali, ULK, Faculté de Droit, 2008, inédit.*
  10. 17. MUREBWAYIRE IMANZI, A., *De la protection du consommateur par les règles du droit rwandais de la concurrence, Mémoire de licence, Kigali, ULK, Faculté de droit, 2004, inédit.*
  11. 18. MUSORE, F., *De la responsabilité du fait des produits défectueux en droit rwandais : Cas des produits pharmaceutiques, Mémoire, Kigali, UNILAK, Faculté de Droit, 2005, inédit.*
  12. NDUWIMANA, J. D. *Impact de la publicité sur les droits des consommateurs en droit rwandais, mémoire, Butare, UNR, Faculté de droit, 2006, inédit.*
  18. NEEMA, F., *De la responsabilité civile du garagiste réparateur en droit rwandais, mémoire, Butare, UNR, Faculté de droit, 2005, inédit.*
  13. 20. NISHIMWE, M.G., *De la responsabilité civile des prestataires des soins non médicaux en droit positif rwandais: Cas du coiffeur, Mémoire, Butare, 2006, inédit.*
  14. NTAGANDA, F., *La protection des consommateurs des produits pharmaceutiques au Rwanda, Thèse de maîtrise en droit des affaires, Kigali, UNR, Faculté de Droit, 2007, inédit.*
  15. NIYONDORA, Ns., *La protection des consommateurs en matière de transport des marchandises, Thèse de*

- maitrise, Kigali, UNR, Faculté de Droit, 2007, inédit.
16. NYIRABAGENZI, M.P., *La protection juridique des consommateurs des denrées alimentaires au Rwanda*, Mémoire de licence, Kigali, ULK, Faculté de droit, 2004, inédit.
  17. NYIRANDATIYE, Fr., *Protection du consommateur contre la publicité mensongère en droit rwandais*, mémoire, Kigali, ULK, Faculté de droit, 2008, inédit.
  18. RUMAZIMINSI, N.S., *De la protection des consommateurs en matière de fourniture d'eau et / ou électricité au Rwanda*, Mémoire, Butare, UNR, Faculté de Droit, 2000,
  19. RURAGARAGAZA, D.M.C., *Protection des consommateurs en matière des prix ; Cas du Rwanda*, Mémoire, Butare, UNR, Faculté de Droit, 1998, inédit
  20. RUGWIZANGOGA, M., *Protection des consommateurs contre les abus résultant du déséquilibre contractuel en droit rwandais*, mémoire, Kigali, ULK, Faculté de Droit, 2008, inédit.
  21. RWIMO, CI, *La protection des consommateurs contre les clauses abusives en droit rwandais : cas du contrat de transport de personnes*, Mémoire, Kigali, UNILAK, Faculté de Droit, 2006, inédit ;
  22. UWAMARIYA M.G., *Sanctions de l'obligation de garantie en matière vente en droit rwandais*, mémoire, Kigali, ULK, Faculté de Droit, 2004, inédit.
  23. UWINGENEYE, U., *De la protection juridique des consommateurs des produits alimentaires d'origine animale au Rwanda*, Mémoire, Kigali, UNILAK , Faculté de Droit, 2007, inédit.

## REFERENCES ELECTRONIQUES

1. VAN DEN BOSSCHE, M., " Liste des clauses abusives", en ligne sur
1. [http:// mineco.fgov.be/protection - consumer/informations and advices-fr](http://mineco.fgov.be/protection_consumer/informations_and_advices-fr), consultée le 02 février 2009.
2. EUFIC, « La sécurité alimentaire », <http://www.eufic.org/article/fr/page/ BARCHIVE/exped/basics-securite-alimentaire/>, consulté le 21/7/2009.
3. X, « La vente des produits ou des services », en ligne sur [http://www. réseau - sara. org](http://www.reseau-sara.org), consulté le 26 novembre 2008.
4. X, « Garanties et prestations des services », en ligne sur [http:// www.netpme.fr](http://www.netpme.fr), consulté le 05 septembre 2008.
5. X, « Code civil français, obligation de l'acheteur », en ligne sur [http://www.lexinter.net/JF/obligation de l'acheteur.htm](http://www.lexinter.net/JF/obligation_de_l'acheteur.htm), consulté le 27 mai 2009.

## AUTRES DOCUMENTS

1. ASCORWA, Organisation et Redynamisation du service "Requête des consommateurs », Kigali, mars 2005.
2. Le Barreau du Québec et la Chambre des notaires du Québec, *La Reforme du Code Civil, Obligations, contrats nommés*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1993.
3. MASENGO, F., *Exposé sur la notion économique de la concurrence*, Kigali, UNR, 2006, inédit.

## THE LINK BETWEEN ELECTRONIC MARKETING AND THE COMPETITIVE ADVANTAGES OF RWANDAN ENTERPRISES

By Mr Gustave TOMBOLA Masereri & Mr Steven MUGABO<sup>108</sup>

### Introduction

The researchers chose this topic "*the link between electronic marketing and the competitive advantages of Rwandan Enterprises*" due to the fact that many companies succeed while others fail even when all the basic requirements are present, this roots from various applications such as how the market is exploited and how the clientele is looked at. Today, we have foreign companies investing in developing countries which at one side don't favor local enterprises. Many people are getting used to the internet and many other electronic devices which developed countries are used to exploiting the market. If the Rwandan enterprises start using the electronic market, they will absolutely have a competitive advantage.

The study falls in the marketing field, especially electronic Marketing and focuses on RIEPA (Rwanda Investment and Exportation Promotion Agency) a government agency in charge of promotion of investments and exports in Rwanda locally and internationally.

**108 About Authors:** Mr Gustave TOMBOLA Masereri is a lecturer and Director of Research, Consultancy and Cooperation at Kigali Independent University. He holds a Bachelor degree in Management (2000) at the National University of Rwanda, a Master Degree in Management (2003) at the University of Natal, and currently he is doing his PhD at Makerere University Business School. Mr Steven MUGABO holds a Bachelor degree in Management (2008) at Kigali Independent University. He used to be the Branch Manager of AMASEZERANO COMMUNITY BANKING, and currently he is the Business Banker at Kenya Commercial Bank Rwanda SA (KCB Rwanda SA).

Given the fact that internet was introduced in Rwanda in 1997 and that RIEPA started in 1998 as RIPA (Rwanda investment promotion Agency) the study was carried out from April up to September 2008.

### **Problem Statement**

There is no doubt that electronic marketing has contributed positively to the life of modern societies, mainly the consuming societies. It allows the purchase of materials cheaply without any limit, and without any restrictions.

Rwanda, commonly known as the country of thousand hills, is one of the countries with the most growing technologies, where by in most towns in the country one can easily get access to internet for many reasons such as transactions, information, correspondences, etc. Various models of electronic transactions are put in most commercial areas, like the banking system, shopping, advertising, and so on. Referring to the Rwandatel report of 1999, practically the use of internet in Rwanda was initiated by Rwandatel in 1998.

This is the result of part of the government policy of facilitating ICT equipments entering the country with less taxes. The presence of an agency for investment and export has also boosted Electronic marketing in Rwanda. Companies are encouraged to advertise and sell their goods or services online in Rwanda such as coffee, air tickets, booking in hotels, art crafts and other various business opportunities. Through this agency, many foreign companies have been able to trade with Rwanda. This fact brings in the issue of competitiveness of local companies facing those foreign ones. To facilitate competition among all companies, the

Rwanda Investment and Export Promotion Agency (RIEPA) has launched an online software dubbed 'Trade Map' falling in electronic marketing. ([www.rwandainvest.com](http://www.rwandainvest.com) , April 2008)

E-marketing (on the Internet) is necessary to companies for several reasons<sup>109</sup>:

- A mailing list provides the ability to distribute information to a wide range of specific, potential customers at a relatively low cost.
- Compared to other media investments such as direct mail or printed newsletters, e-mail is less expensive.
- An exact return on investment can be tracked ("track to basket") and has proven to be high when done properly. E-mail marketing is often reported as second only to search marketing as the most effective online marketing tactic. [2]
- The delivery time for an e-mail message is short (i.e., seconds or minutes) as compared to a mailed advertisement (i.e., one or more days).
- An advertiser is able to «push» the message to its audience, as opposed to website-based advertising, which relies on a customer to visit that website.
- E-mail messages are easy to track. An advertiser can track users via auto responders, web bugs, bounce messages, unsubscribe requests, read receipts, click - throughs, etc. These mechanisms can be used to measure open rates, positive or negative responses, and to correlate sales with marketing.
- Advertisers can generate repeat business affordably and automatically.

---

109

[http://en.wikipedia.org/wiki/Email\\_marketing#Advantages](http://en.wikipedia.org/wiki/Email_marketing#Advantages). April 2008

- Advertisers can reach substantial numbers of e-mail subscribers who have opted in (i.e., consented) to receive e-mail communications on subjects of interest to them.
- Over half of Internet users check or send e-mail on a typical day.
- Specific types of interaction with messages can trigger other messages to be delivered automatically, or other events, such as updating the profile of the recipient to indicate a specific interest category.
- E-mail marketing is paper-free (i.e., "green").

According to the research conducted by the Direct Marketing Association, Some figures displayed showing performances of electronic marketing.

E-marketing generated an ROI of \$51.58 for every dollar spent on it in 2006. The expected figure for last year is \$48.56, and the prediction for 2008 is \$45.65. As such, it outperforms all the other direct marketing channels examined, such as print catalogs.<sup>110</sup>

- A February/March 2008 retailer survey by shop.org revealed that online marketing tactic has the second lowest cost per order (CPO). The CPO of \$6.85 compares favorably with, for example, paid search's CPO of \$19.33.<sup>111</sup>
- A 2008 survey by Newsweaver and Business To Business (B2B) Marketing Magazine of 175 UK B2B marketers revealed 78% considered email «critical» or «very important» to their B2B marketing strategy, Newsweaver also surveyed Irish marketers, and 78.1% said that email is either «important» or «very

110 [http://directmag.com/disciplines/email/email\\_roi\\_diminishing](http://directmag.com/disciplines/email/email_roi_diminishing). April 2008

111 [http://directmag.com/magilla/study\\_email\\_metrics\\_0408](http://directmag.com/magilla/study_email_metrics_0408). April 2008



important» to their overall marketing strategy <sup>112</sup>

- In a December 2007 survey of Internet marketers by MarketingSherpa, email to house lists beat paid ads in terms of ROI, with 42% describing email as having «great ROI - outperforms other tactics.» Only SEO and behavioral targeting (which you can also do with email) scored higher <sup>113</sup>
- In another December 2007 survey of over 2000 marketers by Datran Media (note: an email marketing service), 80% of respondents “indicated email was the strongest performing media buy ahead of search and display.” 55% expected “ROI from email to be higher than any other channel” <sup>114</sup>
- Marketers responding to a July 2007 global survey by McKinsey put email second only to paid keywords in terms of online marketing efficiency<sup>115</sup>
- A July 2007 survey of over 3,000 marketers involved in search marketing by MarketingSherpa saw «email marketing to a house list» garner the most votes as the strongest marketing tactic. And it gained more votes than any other tactic for «good ROI».<sup>116</sup>
- A 2007 survey of over 1,000 advertisers by Outsell Inc. put email as the second-most effective online marketing tool after the company’s own website.<sup>117</sup> Both being of e-marketing.
- Research conducted by Shop.org in 2007 revealed **email generates sales at an average cost per order**

112 [http://www.newsweaver.co.uk/press\\_b2bsurvey.php](http://www.newsweaver.co.uk/press_b2bsurvey.php), April 2008

113 <https://www.marketingsherpa.com/barrier.html?ident=30337>, April 2008

114 <http://www.marketwire.com/press-release/Datran-Media-812711.html>, April 2008

115 [http://www.mckinseyquarterly.com/Marketing/Digital\\_Marketing/How\\_companies\\_are\\_marketing\\_online\\_A\\_McKinsey\\_Global\\_Survey\\_2048\\_abstract](http://www.mckinseyquarterly.com/Marketing/Digital_Marketing/How_companies_are_marketing_online_A_McKinsey_Global_Survey_2048_abstract), April 2008

116 <http://www.marketingsherpa.com/article.html?ident=30128>, April 2008

117 [http://www.mediapost.com/publications/index.cfm?fuseaction=Articles.showArticle&art\\_aid=64262](http://www.mediapost.com/publications/index.cfm?fuseaction=Articles.showArticle&art_aid=64262), April, 2008

of under \$7, comparing favorably to \$71.89 (banner ads), \$26.75 (paid search) and \$17.47 (affiliate programs.)<sup>118</sup>

- In a March 2007 survey of hotel marketers by Hospitality e-Business Strategies, 58.7% cited email marketing as one of the Internet marketing formats that generate the best results and highest ROI.<sup>119</sup>
- In a March 2007 column, usability guru Jakob Nielsen listed an email newsletter as «probably the single-highest ROI action you can take to improve your Internet presence.»<sup>120</sup>
- A report in mid-2005 from Jupiter Research stated that...»when done right, \$1 spent on e-mail can generate a \$9 return.»<sup>121</sup>
- The money is following the results.
- In a 2008 survey of 200 corporate marketers, 74% said they would increase spending on email campaigns over the next three years<sup>122</sup>
- In January 2008, Jupiter Research forecast that spending on email marketing will grow from \$1.2 billion in 2007 to \$2.1 billion in 2012<sup>123</sup>
- In a December 2007 survey of over 2000 marketers by Datran Media (note: an email marketing service), 82% of respondents «indicated that they plan to increase their use of email marketing in 2008»<sup>124</sup>
- A November/December 2007 survey of B2B

118 [http://directmag.com/disciplines/email/email\\_metrics\\_healthy](http://directmag.com/disciplines/email/email_metrics_healthy), April 2008

119 [http://www.hospitalityebusiness.com/dyn/hebsReports\\_coll149.php](http://www.hospitalityebusiness.com/dyn/hebsReports_coll149.php), April 2008

120 <http://www.uscit.com/alertbox/high-roi.html>, April 2008

121 <http://www.dmnews.com/Outlook-2006-More-Technology-More-Targeting/article/90305/>, April 2008

122 <http://www.emarketer.com/Article.aspx?id=1006341>, May 2008

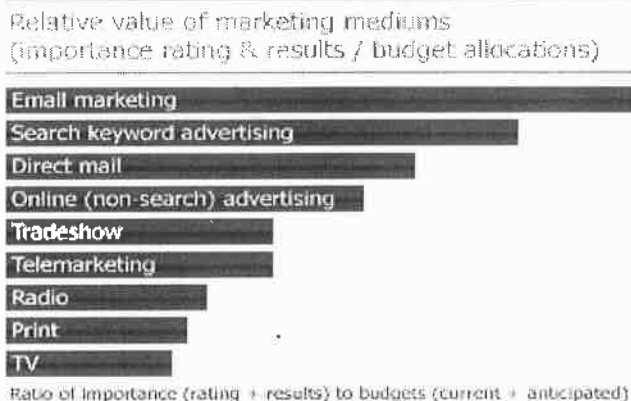
123 [http://www.jupiterresearch.com/bin/item.pl/press:press\\_release/2008/id=08.01.07-email-marketing.html/](http://www.jupiterresearch.com/bin/item.pl/press:press_release/2008/id=08.01.07-email-marketing.html/), May 2008

124 <http://www.marketwire.com/press-release/Datran-Media-812711.html>, April 2008

marketers and their spending intentions noted that over 70% expected to increase their email marketing budget in 2008 <sup>125</sup>

- An end-of-year 2007 survey of marketing and sales execs by Polite Mail found over 80% «have plans to increase use of email for sales and marketing.» ([http://www.politemail.com/emailmarketingreport/.](http://www.politemail.com/emailmarketingreport/))

## Figure 1 Increase of E-Mail marketing



Source: PoliteMail Survey of  
Marketing & Sales Executives  
N=240

[www.politemail.com/PoliteMail/](http://www.politemail.com/PoliteMail/)

([http://www.politemail.com/emailmarketingreport/.](http://www.politemail.com/emailmarketingreport/)  
April 2008)

In a September 2007 article, e-Marketer predicts spending on email advertising to rise 82% to \$616 million in 2011. And spending on email marketing to rise 11% to \$1,650 million over the same period <sup>126</sup>

<sup>125</sup><http://www.tbonline.com/apps/pbcs.dll/article?AID=/20071210/FREE/71210032/1109/FREE>, June 2008

<sup>126</sup> <http://www.emarketer.com/Article.aspx?id=1005360>., April 2008

## Figure 2 Spending on E-mail Marketing

US E-Mail Marketing Spending, 2004-2011 (millions)	
2004	\$1,275
2005	\$1,350
2006	\$1,425
2007	\$1,475
2008	\$1,550
2009	\$1,575
2010	\$1,625
2011	\$1,650

*Note: E-Mail marketing spending estimates include costs such as payments to third-parties (e-mail service providers), list rental and internal costs; e-mail marketing spending estimates do not include advertising in third-party e-mails*

*Source: eMarketer, September 2007*

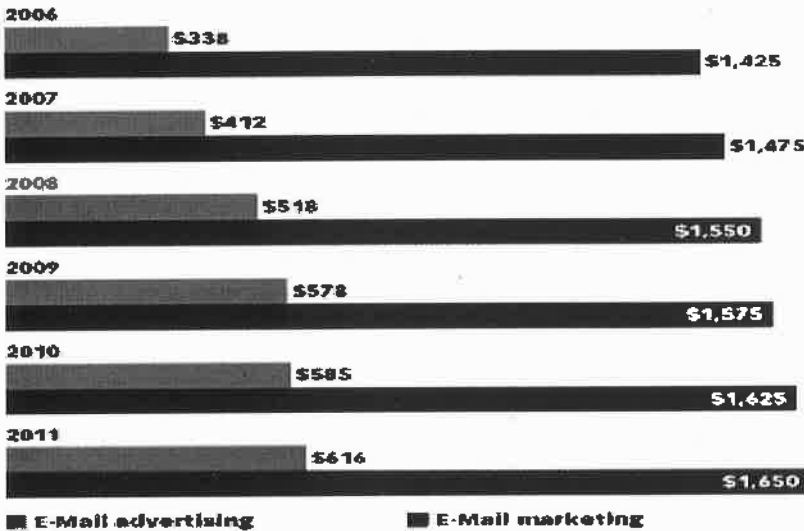
08x957

[www.emarketer.com](http://www.emarketer.com)

(<http://www.emarketer.com/Article.aspx?id=1005360>,  
June 2008.)

**Figure 3 E-mail Advertising versus marketing spending**

**US E-Mail Advertising vs. Marketing Spending, 2006-2011 (millions)**



*Note: eMarketer benchmarks its US online advertising spending projections against the Interactive Advertising Bureau (IAB)/PricewaterhouseCoopers (PwC) data, for which the last full year measured was 2006; e-mail advertising consists of ads embedded in third-party commercial e-mails; e-mail marketing spending estimates include costs such as payments to third-parties (e-mail service providers), list rental and internal costs; e-mail marketing spending estimates do not include advertising in third-party e-mails*  
 Source: eMarketer, June & September 2007

Q86743

www.emarketer.com

(<http://www.emarketer.com/Article.aspx?id=1005360>, June 2008)

- In McKinsey's July 2007 global survey of marketers, more respondents used email than any other form of digital advertising vehicle. 51% said their spending on email would increase

over the next three years, while 11% said it would decrease.<sup>127</sup>

- In a 2007 survey of large retailers, 88% of respondents noted that email marketing had «... increased as a priority in 2007.»<sup>128</sup>

E-marketing works for a variety of reasons...

- It allows targeting
- It is data driven
- It drives direct sales
- It builds relationships, loyalty and trust
- It supports sales through other channels

Modern email marketing services and solutions support database integration, segmentation and various other tricks and techniques for improving the targeting of outgoing mess

Advanced methods generate on-the-fly emails customized down to an individual recipient basis. And every email campaign you send out generates a heap of actionable data which you can use to refine your approach and messages. Email promotions and offers generate immediate action: sales, downloads, inquiries, registrations, etc. Informative email newsletters and other emails send people to offline stores and events, prepare the way for catalogues, build awareness, contribute to branding, strengthen relationships, encourage trust and cement loyalty. According to email marketing provider Newsweaver; London, 14th May 2008, email is now an essential part of the B2B marketing mix. Based on a recent survey conducted by B2B Marketing Magazine and sponsored by Newsweaver, 78% of UK B2B

<sup>127</sup> [http://www.mckinseyquarterly.com/Marketing/Digital\\_Marketing/How\\_companies\\_are\\_marketing\\_online\\_A\\_McKinsey\\_Global\\_Survey\\_2048\\_abstract](http://www.mckinseyquarterly.com/Marketing/Digital_Marketing/How_companies_are_marketing_online_A_McKinsey_Global_Survey_2048_abstract). June 2008

<sup>128</sup> [http://directmag.com/disciplines/email/email\\_metrics\\_healthy/](http://directmag.com/disciplines/email/email_metrics_healthy/). April 2008

marketers surveyed consider email to be either a "critical" or "very important" part of their marketing mix.<sup>129</sup>

Of the 175 B2B marketers who completed the survey, 68% believe that the versatility of email is on the increase and are integrating email more into the overall marketing mix - over 40% of respondents said that they are now using email as part of integrated marketing campaigns. B2B marketers also see themselves as sophisticated users of email marketing with 67% stating that their understanding of email and how to leverage its effectiveness is either «excellent» or «good».<sup>130</sup>

The software will augment the Agency's new initiative, the Trade Point, a business advisory centre for exporters aimed at offering timely market options and information, procurement requirements, legitimate trade information across borders, tax information and other related trade information, to allow them make rational export decisions. Many Rwandan products have been availed to the American Markets, to AGOA as well as to the European Markets due to this. ([www.riepa.rw](http://www.riepa.rw) April 2008)

The fundamental problem motivating this research study is the urgent need to understand the contribution of E-marketing to Rwandan enterprises, because in most developing countries; electronic marketing is at an infancy stage and most online marketing is accessed by foreign companies which take advantage to the local enterprises given the open market, encouragement of foreign investment and regional market competition, local enterprises continue to collapse.

<sup>129</sup> b2b.statefarm.com, July 2008

<sup>130</sup> [www.newsweaver.ie](http://www.newsweaver.ie), June 2008



The study attempts to have full-scale research that is statistically significant that could answer the following main question: what are the advantages of using E-marketing, its competitive advantage and the impact on the development of Rwandan enterprises

The fundamental reason of the research is to answer the following question:

Does electronic marketing produce the competitive advantages to Rwandan enterprises?

### **Hypothesis**

In the light of the previous discussion and the literature review, the following hypothesis has been constructed. Both the conceptual framework and empirical study are linked to test this hypothesis:

Electronic marketing produces competitive advantages to Rwandan enterprises.

### **Research objectives**

The research objectives include main and specific objectives.

The main objective is to find out the link between the use of electronic marketing and the competitive advantages of Rwandan companies.

The specific objectives of the study are as follows:

- Point out the advantages of electronic marketing.
- Explore and analyze electronic marketing
- Point out the link between the e-marketing and cost reduction in Rwandan companies



- Point out the link between the e-marketing and customers relations in Rwandan companies
- Point out the link between the e-marketing and effectiveness of commercial activities in Rwandan companies.
- Point out the link between the e-marketing and the quick responsiveness to customers in Rwandan companies
- Give concrete suggestions, to Rwandan companies, which can be drawn from deep usage of electronic marketing versus the development of entrepreneurship in Rwanda.

### **Research design and methodology**

This section describes the methodology used to conduct the research for this study. It describes also the research process followed.

#### **Research design**

The research design provides answers for questions (Cooper D. R. and Schindler P.S.; 2001:134) such as these: what techniques and methods will be used to gather data and analyse them? What kind of sampling techniques will be used?

A case study, which is an embedded single case design, was performed for this research. The subjects were heads of companies operating in Rwanda. An in-depth qualitative study mixed of quantitative aspects was conducted in order to verify the research hypothesis. The case study was an ex post facto design in which the researcher does not have control on variables in the sense of being able to manipulate them. What was to be done was only to report

what happened or what is happening (Cooper D. R. and Schindler P. S.; 2001:136).

### **Sample**

The methods used were non probability sampling, using the purposive sampling techniques. Purposive sampling is a non probability sample that conforms to certain criteria. The specific type of purposive sample which used was judgement sampling where the researcher selects sample members to conform to same criteria. In terms of choice of participants, the researcher focused on those who could provide useful and relevant pieces of information. Companies were selected according to the type of services offered (banking, manufacturing, insurance, travelling, and accommodation).

### **Measuring instruments**

The primary information was collected from respondents via interviews and questionnaire, while secondary ones were sourced from books, reports, archival records, and electronic sources of information.

Non structured open ended interviews were used to gather information from heads of these companies, whenever it was found necessary and this helped us to increase construct validity of the case study research approach. In-depth interview, one of the frequently used techniques of data gathering within the qualitative approach was also of help in the study.

All these were guided by variables to be measured such as computer and internet usage, online marketing,

targeted audience, companies' growth, cost reduction and customers' relations. Data collection will be conducted by interrogation/communication as one of the options given by Cooper D.R and Schindler P.S (2001:135). Using this technique the researcher questions the subjects and collects their responses by personal or impersonal means; and both means, whenever necessary will be used.

### **Data analysis**

Once the data begin to flow in, attention turns to data analysis.

Content analysis was one of the methods used to analyse data; this method measures the semantic content or the "what" aspect of a message as Cooper D. R. and Schindler P.S (2001:428) said. Content analysis has been described as "a research technique for the objective, systematic, and quantitative description of the manifest content of a communication" as Berelson B. said cited by the preceding authors (2001:448). The method is also known as grouping the characteristics of language as communication with regard to its content (Mouton J. E. B.; 2002:491). This method was used after coding the messages given by respondents from open ended questions. For data entry, we used the statistical packages for social sciences (SPSS), and this helped us to use the common pattern as another method of data analysis. Discourse analysis, which is aimed to seek for characteristics of language as communication with regard to its process, Mouton J.E.B said (2002:495) was also used in data analysis

## Discussion of findings

### Testing the hypothesis

These tables contain the answers to questions of research to test the hypothesis "Electronic marketing has a competitive advantage on the enterprises in use of it" and it is as follows:

**Table 1: Education Background of respondents**

What is your education background?	Frequency	Percentage
Management, Economics	16	53.3%
Electronics	0	0.0%
Computer science	2	6.7%
Other,(Agriculture, Law, Arts, Electricity, etc.	12	40.0%
Total	30	100.0%

Source: Primary results; September 2008

The table above demonstrates that 53.3% of the respondents confirmed that they pursued Management and Economics, 6.7% pursued Computer science and 40% pursued other disciplines among them: Agriculture, Law, Arts, and Electricity. This shows that the respondents were from different fields: Management decision positions of various ranks.

**Table 2: The usage of Computers.**

How often do you use a computer?	Frequency	Percentage
Very often	22	73.3%
Often	8	26.7%
Less often	0	0.0%
Never	0	0.0%
Total	30	100.0%

Source: Primary results; September 2008

Table 2 indicates that 73.3% of the respondents very often use computers, 26.7% of the respondents often use computers. From this table we get the picture that 73.3% often use the computer without any difficulty in almost all of their work, while the 26.7% use Computers well but not always in all their work and the nature of their work determines how much they should use the computer.

**Table 3: The usage of Internet.**

How often do use the internet?	Frequency	Percentage
Very often	22	73.3%
Often	8	26.7%
Less often	0	0.0%
Never	0	0.0%
Total	30	100.0%

Source: Primary results; September 2008

Table 3 indicates that 73.3% of the respondents very often use the internet, 26.7% of the respondents often use internet. From this table the 73.3% of the respondents are very familiar with the internet, while the 26.7% are on the start of using the internet and as well both percentages depend on the tasks assigned in daily activities.

**Table 4: Companies having Websites**

In your working company do you have the website?	Frequency	Percentage
Yes	26	86.7%
No	4	13.3%
Total	30	100.0%

Source: Primary results; September 2008

Table 4 indicates that 86.7 % of the respondents have company websites and 13.3% of the respondents don't have company websites. 86.7% of the companies asked have websites because they have elevated capital which can help them run a website, while 13.3% are of small scale that can not afford a website.

**Table 5 Websites areas of companies**

If yes, what is it used for?	Frequency	Percentage
Advertising	12	46.15%
Company information	12	46.15%
Contact/Address	2	7.7%
Other	0	0%
Total	26	100%

Source: Primary results; September 2008

Table 5 Indicates that 46.15% of the respondents use the websites for advertising, 46.15% of the respondents use the websites for company information and 7.7% of the respondent use the websites for contact and addresses. Because the world is becoming one village, 46.15% companies use websites to advertise as a way to work beyond political borders. In this way, they interest investors in their companies. 46.15% companies in Rwanda use the websites for informational display especially for public enterprises, and NGOs. It is rare for companies to design their websites purposely for address and contact as represented by 7.7% although this is another important fact in marketing.

**Table 6: Means of Commercial application used in enterprises**

Which means of commercial application in electronic marketing do you use in your enterprises/company?	Frequency	Percentage
E-mail Marketing	10	38.5%
SMS Marketing	2	7.7%
Intranet Marketing	8	30.7%
Others	6	23.1%
Total	26	100%

Source: Primary results; September 2008

Table 6 Indicates that 38.5% of the respondents use E-mail marketing as commercial application in their enterprises, 7.7 % of the respondents use SMS marketing, 30.7% of the respondents use Intranet Marketing and the 23.1% other people who are not using any of the commercial application.

The most used mean of electronic marketing application is E-mail with a confirmation of up 38.5% from the respondents because in Rwanda many people are having e-mails as well as in the region. Intranet comes second with 30.7% a way how companies are strengthening their internal communication for a better service to their clientele, 7.7% of the respondents in their companies use SMS especially in communication to companies.

**Table 7: Companies using online marketing application.**

Is your enterprise/company currently using online/Internet applications for marketing?	Frequency	Percentage
Yes	24	80%
No	6	20%
<b>Total</b>	<b>30</b>	<b>100%</b>

**Source:** Primary results; September 2008

Table 7 Indicates that 80% of the respondents in their companies use online marketing application, 20 % of the respondents in their companies do not use online application.

From the research conducted 80% represent companies that have built in one way or another means of internet application because their turnover can even cover it; while the companies at medium scale that can neither run a website nor cover Management information system.



**Table 8: Areas of growth in companies due to Electronic Marketing.**

How has e-marketing affected progress in your company?	Frequency	Percentage
Trade with foreign companies	14	46.7%
New local Customers	6	20.0%
Feed back from customers	4	13.3%
Other(information on their enterprise)	6	20.0%
Total	30	100%

Source: Primary results; September 2008

Table 8 indicates that 46.7% of the respondents have achieved trade with foreign companies in their enterprises as a result of e-marketing. 20.0% of the respondents have got new local customers, 13.3% of the respondents can now realize feed back from customers as an impact of growth, while 20% of the respondents in other areas such as availing information to all concerned.

As a result of using electronic marketing 46.7% companies have been able to trade with foreign companies which have been able to see them on line such as export companies and importing companies, and due to that in Rwanda people are developing in the use of the internet. About 20% of the companies online have been able to get other new local customers.

**Table 9: Opportunities of companies using of E-marketing**

What type of opportunities in the market do you experience using electronic marketing?	Frequency	Percentage
Increased sales	12	40.0%
New customers and partners	12	40.0%
Free advertisement	4	13.3%
Other	2	6.7%
Total	30	100%

Source: Primary results; September 2008

Table 9 Indicates that 40.0% of the respondents in their enterprises experienced increased sales due to the use of E-marketing, 40.0% of the respondents got new customers due to the use of E-marketing, 13.3% % of the respondents experienced free advertisement due to the use of E-marketing and 6.7% of the respondents did not mention what e-marketing has brought in their companies.

These findings of the research are in relation to what the companies achieved where by 40% of companies increased sales, 40% got new customers and partners, 13.3% experienced various adverts time to time. And the 6.7 could not tell the exact achievement they got using e-marketing.

**Table 10: Enterprises knowing whether target audience is reached.**

Do you have measures to know that your target audience is reached?	Frequency	Percentage
Yes	18	60%
No	12	40%
Total	30	100%

**Source:** Primary results; September 2008

Table 10 indicates that 60% of the respondents in their enterprises have measures to know if the targeted audience is reached like suggestion box and mails, 40% don't have such measures to know if the target audience is reached.

In this table 60% have means of knowing the target is reached using software detecting clicks in the site, or have put aside mail box, as well as automatic comments while the 40% don't either have websites nor are their websites well developed to contain responses from those who visit it.

**Table 11: E-marketing and cost reduction**

Electronic marketing reduces costs.	Frequency	Percentage
Strongly agree	12	40%
Agree	12	40%
Disagree	6	20%
Strongly disagree	0	0%
Total	30	100%

**Source:** Primary results; September 2008

Table.11 Indicates that 40% of the respondents strongly agree that e-marketing reduces costs, 40% of the respondents agree that e-marketing reduces costs, while 20% of the respondents disagree that e-marketing reduces costs.

40% of the respondents strongly agree that electronic marketing reduces costs because it represents companies that have been using Electronic marketing and the feed back would be of high return compared to using other sources of media like Radio and TV. Other 40% agree because they have just started using E-marketing and have signs that is real promising for their future wellbeing by the continued reduction in costs due to the use of E-marketing.

**Table 12: Electronic Marketing and customer relations**

Electronic marketing strengthens Customer relations	Frequency	Percentage
Strongly agree	12	40%
Agree	18	60%
Disagree	0	0%
Strongly disagree	0	0%
Total	30	100%

**Source:** Primary result; September 2008

Table 12 indicates that 40% of the respondents strongly agree that E-marketing strengthens customer relations, 60% agree that E-marketing strengthens customer relations.

The 40% of the respondents strongly agree because in their companies they have been using electronic marketing and proved it to be real and fruitful where they had customer retention, while the 60 percent are new in the usage of

electronic marketing. They are on the trend and find it promising as they are going on having a strong bond with their customers.

**Table 13: Commercial online is overall effective.**

Commercial online advertising is overall effective.	Frequency	Percentage
Strongly agree	6	20.0%
Agree	20	66.7%
Disagree	4	13.7%
Strongly disagree	0	0.0%
Total	30	100%

**Source:** Primary result; September 2008

Table 13 indicates that 20% of the respondents strongly agree Commercial online is overall effective, 66.7% of the respondents agree that Commercial online is overall effective, while 13.7% of the respondents disagree that Commercial online is overall effective. Commercial online advertising is a successful tool where by 20% of respondents in their companies strongly agree due to the high level of business transaction it has brought them after they fulfilled all the requirements to have e-marketing in place, 66.7% are coming in the commercial online and have started experiencing fruits, though still have some challenges, and 13.7% disagree because they have been in the use of e-marketing and in one way or another they haven't been successful because of lack of technicians and good softwares.

## Conclusion and Suggestions

This part succinctly presents the content of the research done "*The link between electronic marketing and the competitive advantages of Rwandan enterprises*" and makes suggestions to Rwandan companies, to academic bodies and to future researchers. The research was conducted to find out the competitive advantages of companies using electronic marketing.

Given the results of the study, our hypothesis was confirmed. The confirmation was based on the following facts:

- Cost reduction: This was confirmed by 40% of the respondents who strongly agreed that their companies' costs were reduced by using electronic marketing. Other 40% of the respondents agreed that electronic marketing reduces costs, this is due to the result that they are new in the use of electronic marketing and the trend in its usage is positive
- Customer relations: This was also confirmed by the fact that 40% of the respondents strongly agreed that e-marketing strengthens customer relations because they have personalized contact with customers with a strong bond due to the use of electronic marketing, and 60% agreed that electronic marketing has strengthened customer relations in their companies.
- Commercial online is effective and this was strongly affirmed by 20% of the respondents who in their enterprises have been dealing in commercial online businesses and the yield was high and quick, and 66.7% of the respondents

agreed that having used it yielded strong positive indications, to support their moving forward with it.

- Quick services, from the point that 60% of the respondents in their enterprises have means to know that the target audience is reached they have as well been able to have comments from their customers (feedback) which has helped to improve the quality of their services.

From the above finding discussion, the conclusion on the hypothesis "Electronic marketing produces competitive advantages to Rwandan companies" is that the hypothesis is confirmed in the sense that **e-marketing reduces costs, strengthens customer relations, commercial online is overall effective, and it has another fact that there are opportunities like the increasing sales, feed back from clients for companies which apply e-marketing.** We conclude by saying that RIEPA has helped businesses in Rwanda by offering thorough guidance in their investments and legalizing their firms.

On how best it has provided information about where and how to do business in Rwanda we suggest the following:

- To extend its policy and expertise even to the small scale enterprises so that in future they will have the capacity to acquire electronic marketing in order for them not to be eliminated by giant Enterprises.
- To establish a web linking all Rwandan enterprises where by a variety of issues can be displayed and thus facilitate companies of the same activities working together and thus will ease cooperation

for example raw material firms and production firms

- Introduce a movement to encourage Rwandan enterprises to use Electronic marketing.

The Rwandan enterprises which ought to implant or modernize their ways of working especially in marketing are suggested to introduce electronic marketing due to its efficacies and efficiency. To do so, they have to consider the following:

- To come up with a methodological approach of electronic marketing
- Train their personnel on the use of electronic marketing and hire technicians to run businesses at a low cost and responding to the market needs.
- Electronic marketing should be considered important like any other activity in the enterprise and the managers for the betterment of enterprises to have a big and fruitful outreach on the market locally and globally.

Suggestions go to High learning Institutions, especially to the Faculty of Economic Sciences and Management at Kigali Independent University to introduce a new course namely: Electronic Marketing.

If this is embraced then we are sure to have a future with people who will run electronic marketing effectively and efficiently with educational skills to compete worldwide.

Hoping that aspects emphasized touch all points that are stipulated to our study, the diagnosis establishes a loin



to be exhaustive and the suggestions being more less following the growth of electronic marketing in Rwandan enterprises.

As electronic marketing constitutes a big part in the resolution of marketing needs, it is therefore of great capital at its implementation and exploitation in enterprises.

We hence encourage following this research, more focused research in the view of enriching our theme and to come up with more profound solutions and we suggest the following research areas:

1. Electronic Marketing and Customer Retention.
2. Business and the internet.

## BIBLIOGRAPHY

1. DELMINE, P. et DEMOULIN, R. : *Introduction a la recherche en éducation*, Armand Collin, Paris, 1994
2. Donald R. Cooper and Pamela S. Schindler. *Business research methods*. Irwin/Mc Graw-Hill. New York. 7<sup>th</sup> edition. 2001
3. Ellsworth J.H. and M.V. Ellsworth. 1994. *The Internet Business Book*. New York: John Wiley & Sons, Inc.
4. Earl Babbie and Johann Mouton. *The practice of social research*. Oxford University Press Southern Africa. Cape Town. 2001.
5. Fisher. C. 1994. *Highway-builders still at work*. *Advertising Age* (October 3): 33.
6. Fraase, M. 1994. *The Windows Internet Tour Guide*. Chapel Hill, North Carolina: Ventana Press, Inc.
7. Frank Jefkins *Modern marketing*, California, 2002, 2
8. Hahn, H. and R. Stout. 1994. *The Internet Complete Reference*. Berkeley, California: Osborne McGraw-Hill
9. Krol, E. 1992. *The Whole Internet User's Guide & Catalog*. Sebastopol, California: O'Reilly & Associates, Inc
10. Martime Jansen, *Marketing*. Paris Fevrier 2007, 21-23
11. Potter, E. 1994. WELL Topic, *Commercialization of*

*the World Wide Web. Internet Conference on the WELL*  
(November 16)

## **Journals**

1. Airwide Backs Messaging Blog Mobile Marketing Magazine. May 23, 2007
2. Brownlow, M: «Why do email marketing?», E-mail Marketing Reports, June 2008
3. Pew Internet & American Life Project, «Tracking surveys», March 2000 - March 2007
4. Republic Of Rwanda official Gazette N° 26/2005 OF 17/12/2005
5. Republic Of Rwanda official Gazette N° 21/2006 OF 28/04/2006
6. Return Path's Reputation Benchmark Report: «5 ways to increase deliverability», *BtoB Magazine*, July 2008
7. Security Model with Tunnel-mode IPsec for NAT Domains, RFC2709, P. Srisuresh, October 1999
8. Stephen Lawton's *Digital News & Review* article «Intranets Fuel Growth of Internet Access Tools.

## **Websites**

1. <http://www.marketingsherpa.com/article.html?ident=30128>, April 2008

2. <http://www.mediapost.com/publications/index.cfm?fuseaction=Articles.showArticle&artaid=64262>, April, 2008
3. [http://directmag.com/disciplines/email/email\\_metrics\\_healthy](http://directmag.com/disciplines/email/email_metrics_healthy), April 2008
4. [http://www.hospitalityebusiness.com/dyn/hebsReports\\_coll49.php](http://www.hospitalityebusiness.com/dyn/hebsReports_coll49.php), April 2008
5. <http://www.useit.com/alertbox/high-roi.html>, April 2008
6. [http://www.dmnews.com/Outlook-2006-More-Technology-More-Targeting/article/90305/.](http://www.dmnews.com/Outlook-2006-More-Technology-More-Targeting/article/90305/), April 2008
7. <http://www.emarketer.com/Article.aspx?id=1006341>, May 2008
8. [http://www.jupiterresearch.com/bin/item.pl/press:press\\_release/2008/id=08.01.07-](http://www.jupiterresearch.com/bin/item.pl/press:press_release/2008/id=08.01.07-)
9. [http://en.wikipedia.org/wiki/Internet\\_history](http://en.wikipedia.org/wiki/Internet_history)
10. <http://www.rwandagateway.org>
11. <http://www.rwandainvest.com>

# Defining War in International Law

By Alfred MWENEDATA<sup>131</sup>

## GENERAL INTRODUCTION

Two particular matters that were not referred to by either treaty were the meaning of the word war and the limits of any right of self-defense. The term war (in most of cases recognized as an armed conflict) remained subjective, giving states liberty to withhold the term from their military adventures if they were so minded, as for example, in the fighting over Manchuria between Japan and China from 1937 to 1941, the Japanese refused to call the conflict a war.

As a concept, the term was left with little significance after the United Nations Charter of 1945, in article 2(4), prohibited "the threat or use of force against the territorial

---

131. Alfred MWENEDATA holds different law degrees including an LLB-Law general (2003), an LLM-Human rights and Constitutional practice (2006). In addition, he holds two International Certificates of training in human rights, law and management of HIV/AIDS delivered by the Center for Human Rights and the Center for Study of AIDS of the University of Pretoria in 2006. He is currently a Ph.D. Fellow at Irish Center for human rights of the National University of Ireland, Galway where he is conducting a doctoral research and specialising in International human rights law. Alfred MWENEDATA was a Translator and a Research Team Member in the domain of research on *gacaca* courts at Penal Reform International/Kigali from 2003 to 2004 before joining the law faculty of the Kigali Independent University in April 2004, and since then, he became one of the University permanently academic staff. His publications encompass three articles written in the area of human rights law: **A critical analysis of the scope and nature of the concept of human rights**, in *Revue scientifique de l'Université Libre de Kigali*, N0 08/2007. Kigali, 2007; **The impact of the South African constitution on the national existing family law: a case study of gender equality regarding Muslim families**, in *Revue scientifique de l'Université Libre de Kigali*, N0 09/2007. Kigali, 2007; **The Place of testimony as a proof in the criminal trials**, in magazine de l'Université Libre de Kigali, N0 08/2007.

integrity or political independence of any State, or in any other manner inconsistent with the Purposes of the United Nations". It may well be that any use of armed force outside the territory of a state is a breach of article 2(4) of the UN Charter, and that the term force as used here also means aggression. Any state that uses force, therefore, will be required to show that it is doing so not out of aggression but in a legitimate self-defense.

From this it follows that the International law does regulate the war but its provisions do not provide a specific definition of war. Nevertheless, war has a consideration in the rules of international legal system. This article explores some of the general issues as well as connections that may be made for further consideration. A part from a general introduction and general conclusion, its content is subdivided into two major points of discussion comprising attempted considerations of war's definitions (I), Different types of warfare in international relations (II).

## I. ATTEMPTED CONSIDERATIONS OF WAR'S DEFINITIONS

In its narrower sense, war must be a conflict, not only a conflict but however a violent conflict. In other words, the nature of the wars is inherently chaotic, and their conduct essentially criminal<sup>132</sup>. In its wider sense, war is the reciprocal and violent application of force between hostile political entities aimed at bringing about a desired political end-state via armed conflict. In his seminal work "On War", Carl Von Clausewitz calls war the "continuation

---

132 Clausewitz Carl Von (1976), *On War* (Princeton University Press), p.87.

of political intercourse, carried on with other means"<sup>133</sup>. In other words, war is an interaction in which two or more militaries have a "struggle of wills"<sup>134</sup>. When qualified as a civil war, it is a dispute inherent to a given society, and its nature is in the conflict over modes of governance rather than sovereignty. War is not considered to be the same as occupatyon, murder, or genocide because of the reciprocal nature of the violent struggle, and the organized nature of the units involved<sup>135</sup>.

War is also a cultural entity, and its practice is not linked to any single type of political organization or society. Rather, as discussed by John Keegan in his "History Of Warfare", war is a universal phenomenon whose form and scope is defined by the society that wages it<sup>136</sup>. The conduct of war extends along a continuum, from the almost universal tribal warfare that began well before recorded human history, to wars between city states, nationa, or empires.

A group of combatants and their support is called an army on land, a navy at sea, and an air force in the air. Wars may be conducted simultaneously in one or more different theatres. Within each theatre, there may be one or more consecutive military campaigns. A military campaign includes not only fighting but also intelligence, troop movements, supplies, propaganda, and other components.

---

133 Ibid.

134 Id., p.77; Handel, Michael, ed. (2004, reprint), *Clausewitz and Modern Strategy* (London: Frank Cass).

135 Ibid.

136 Keegan, John, (1994), *A History Of Warfare*, (London: Pimlico); Howard, Michael (1983), *The Causes of Wars* (Cambridge, MA: Harvard University Press); Kaldor, Mary (2001, 2nd edition), *New and Old Wars: Organised Violence in a Global Era* (London: Polity Press); Lynn, John A. (2003), *Battle: A History of Combat and Culture* (Boulder, CO: Westview).

A period of continuous conflict is traditionally called a battle, although this terminology is not always applied to conflicts involving aircraft, missiles or bombs alone, in the absence of ground troops or naval forces. From this it follows that the war to become known as one must entail some degree of confrontation using weapons and other military technology and equipment by armed forces employing military tactics and operational art within the broad military strategy specifically subject to military logistics. The experience showed that to legalize a war it must be declared by that branch of the government entrusted by the constitution with this power. And it seems it need not be declared by both the belligerent powers<sup>137</sup>.

By the end of the 19<sup>th</sup> and beginning of the 20<sup>th</sup> centuries, war was considered as an exception state but legal one. During these times, people deemed that regulation of war met its legalization<sup>138</sup>; that international law had legalized war recognizing it as an expression of sovereignty of states. In other words, war was considered legal prior to and beyond any passing of regulations on it.

However, International law deems war a social phenomenon and tries to subject its acts to certain regulations. The right to war is nothing else but the right, possibility to wage war. The international law considers that human beings (people in their community) are inherently violent and war<sup>139</sup> is innate in human nature. It leaves evil consequences so some substantial norms must be created in order to limit its unnecessary effects.

137 Ibid.

138 A. La Pradelle, *La Conférence de la Paix*, «Revue générale de droit international public», 1900, p. 13.

139 Ibid.; in this hypothesis, it is worth noticing that the biggest war ever seen was Second World War with approximately 71,100,000 dead or victims.



Romans used to pose a principle par excellence to themselves: "civis pacem para bellum", which analogically means "he/she who needs peace has to make a war". Strictly speaking, peace does not really exist without war, periods that are seen peaceful are actually periods of preparation for a later war. However, international law recognises only two cases for a legitimate war:

- War of defence: when one nation is attacked by an aggressor, it is considered legitimate for a nation to defend itself against the aggressor;
- Wars sanctioned by the United Nations Security Council: when for instance the UN as a whole acts as a body against a certain nation. Although it is seldom done, examples will include various peacekeeping operations around the world. To understand this, a look on various types of wars in international relations is very important. In this sense, these different wars can either be Internal Armed conflicts, International Armed conflicts, or Internationalized Armed conflicts.

## II. DIFFERENT TYPES OF WARFARE IN INTERNATIONAL RELATIONS

The different types of warfare include the war of self defence, the anticipatory self-defence, the terrorist war, the global war on terror, the war by liberation movements, to mention a few.

### II.1. War of self-defence

The conviction that it is permissible for an individual to engage in violent self-defensive action against attack is securely entrenched in our ordinary moral thought. Also widely entrenched is the conviction that warfare is permissible, at least in circumstances in which states are under attack. Wars of national-defence are, in fact, the only wars that may be fought without explicit authorisation by the United Nations, as Article 51 of the United Nations Charter makes clear. Furthermore, it is widely thought that these issues are linked: the permissibility of wars of national-defence is reckoned to be a function of, or at least analogous to, the permissibility of personal self-defence<sup>140</sup>. We remark, but not implausibly, that the notion of national-defence gains exactly enormous intuitive legitimacy from the analogy with personal self-defence.

---

140 In *Nicaragua v. United States* (1986), the International Court of Justice ruled that this passage confirmed the existence of the right of self-defence under customary international law. In 1857 the *Caroline* affair, a dispute between the United States and Britain over the crossing into U.S. territory by British troops fighting Canadian rebels, led to a general acceptance that any state wishing to show that it had acted in self-defence would need to show an instant, overwhelming necessity of self-defence that left no choice of means and no moment for deliberation. In addition, the act of self-defence would need to be in proportion to the force used against it. It should be noted that article 51 mentions a right of individual as well as collective self-defence.

## II.2.1. The Legal Use of Force in International law

The Charter of the United Nations is one of the world's most important treaties. Ratification of the Charter is a prerequisite to membership of the United Nations. The Charter sets out the obligations of members and, amongst other matters, establishes the Security Council.

Article 2(4) of the UN Charter of 1945 states:

*"All Members shall refrain in their international relations from the threat or use of force against the territorial integrity or political independence of any state, or in any other manner inconsistent with the purposes of the United Nations".*

Essentially, this eliminates the concept of a 'just war'. The use of force or the threat of it, by a state is no longer a legitimate means of dealing with a dispute with another state.

However, Article 2(4) does not prevent a country from defending itself in response to acts of aggression. Article 51 states:

*"Nothing in the present Charter shall impair the inherent right of individual or collective self-defence if an armed attack occurs against a Member of the United Nations, until the Security Council has taken measures necessary to maintain international peace and security. Measures taken by Members in the exercise of this right of self-defence shall be immediately reported to the Security Council and shall not in any way affect the authority and responsibility of the Security Council under the present Charter to take at any time such action as it deems necessary in order to maintain or restore international peace and security".*<sup>141</sup>

<sup>141</sup> See also Harris, *Cases and materials in International Law*, 5th ed., Sweet and Maxwell, London, 1998; Maclesn, *Public international law*, 1st Ed., Old Baily Press,

Alternatively, force may be used by a state or coalition of states in order to maintain peace and security if this is specifically authorised by the Security Council under Article 42 of the Charter. Article 42 was used, for example, to authorise the military response by the United States and its allies against Iraq to drive it out of Kuwait in the so-called gulf-war of 1990-1991. More recently, force has been used without express Article 42 authorisation in so-called 'humanitarian intervention', where NATO conducted sustained air-strikes against the Federal Republic of Yugoslavia during 1999 in reaction to the civil conflict in Kosovo and the widespread killing of Kosovo Albanians.

### II.1.2. Authorized Force

From the above it follows that the only generally recognized legitimate use of force other than self-defence is that directed or authorized by the Security Council to restore or maintain international peace and security. Chapter VII of the Charter establishes that force may be used for this purpose when the Security Council has determined the existence of a threat to peace, a breach of peace, or an act of aggression; and efforts to address the matter using measures short of force have failed or would be futile. The Charter originally envisaged that states would make their troops and facilities available for Security Council use pursuant to Article 43, essentially creating a standing force; but that arrangement never materialized. Instead, the Security Council delegates its authority to willing states on an ad hoc basis.

---

London, 1997; Murphy, *The obligation of States to settle their disputes by peaceful means*, (1973) 14 *Virginia Journal of International Law* 57.

### II.1.3. Implied Authorization

A central issue is whether a state may legally conduct military operations not authorized by the Security Council when the state believes international peace and security or humanitarian values are at stake. The issue was highlighted sharply by the 1999 U.S./NATO bombing of Yugoslavia and is at the forefront of the current debate over the U.S. confrontation with Iraq. In the Yugoslavia case, the United States argued, albeit not very strongly, that the use of force was implied by resolutions condemning Yugoslavia's conduct in Kosovo. Given that Russia was likely to veto an explicit authorization of use of force, this argument carries little weight. Despite the lack of Security Council authorization, the action received considerable international support as a humanitarian intervention, evidenced in part by the 12-3 vote in the Security Council against a resolution condemning the bombing then under way.

Implied authorization for force must be viewed in the context of the fundamental principles of the Charter. The Charter gives priority to the peaceful settlement of disputes and the non-use of force. The Article 2(4) prohibition on the threat or use of force has been described by the International Court of Justice as a peremptory norm of international law from which states cannot derogate<sup>142</sup>. To date, the Security

<sup>142</sup> *Nicaragua v. United States*, 1986 ICJ 14, 190. In this case, the ICJ made a passing reference to the concept of "imminent threat of armed attack" but made no judgment as to whether self-defence could be legally invoked in such a situation ICJ Reports, op. cit. paragraph 194. The balance of academic opinion suggests that "anticipatory" self-defence is prohibited, but "interceptive" self-defence is permissible. Interceptive self-defence occurs where the aggressor has committed itself to an attack in an ostensibly irrevocable way. See Dinstein, *War Aggression and Self-Defence*, 1988, p 180. The question of the legality of self-defence after an attack has occurred but based on the rational of possible further attacks would be governed the questions of necessity etc addressed later in this paper.

Council has authorized force only in response to actual invasion, large-scale violence, or humanitarian emergency, not to potential threats of the kind the United States claims are posed by Iraq.

#### **II.1.4. Limits of the Right of Self-Defence**

The right of self-defence is not an open-ended right. To be a valid act under international customary law, as set down by the classic formulation by the United States in the 1837 *Caroline* incident<sup>143</sup>, it is generally required to conform with three elements: was the response necessary?; was the response proportionate?; was the response immediate?

The last point, the question of immediacy, seems to be of lesser importance in contemporary practice. State practice suggests that a reasonably delayed response is acceptable where there is a need to gather evidence of the attackers identity and or collect the intelligence and military force in order to strike back in a targeted manner.

#### **II.1.5. The Role of the Security Council**

Under Article 51, the right of self-defence ceases once the Security Council has taken measures necessary to maintain international peace and security. In theory, the question arises whether the measures taken would have to be demonstratively effective before the right of self-defence

---

143 In 1837, an armed rebellion occurred in the (then) British colony of Canada. A ship, moored in United States waters, was suspected by the British of being used by certain individuals to supply arms to Canadian rebels. British forces boarded the ship and destroyed it, killing two people in doing so. Britain justified the attack as an exercise of self-defence. The United States Secretary of State asserted that a country claiming such a right must show a necessity of self-defence, instant, overwhelming, leaving no choice of means, and no moment of deliberation... [The act of self-defence must also involve] nothing unreasonable or excessive.

ceases. However, given the United States is a permanent member of the Security Council, it could veto any measures it deems contrary to its national interests. Thus it is unlikely a situation would arise where the Security Council was at odds with the United States on whether a right of self-defence continued to exist or whether that right was being exercised within the limits set down under international law. Once the right of self-defence arises, the only legal obligation the United States has is to report to the Security Council on what measures it has taken in self-defence. It has no obligation to seek authorisation under Article 42 for the use of force so long as the force it is using is consistent with the right of self-defence as previously outlined.

## II.2. Anticipatory self-defence or preventive war

The legitimate preventive defence can be defined as the armed force used by a State against another State if the former considers there will be an imminent attack by the latter. Force is used before the attack is launched

and its objective is to prevent it from occurring<sup>144</sup>. The concept of legitimate preventive defence has been occasionally used by the States as an argument to justify the use of armed force.

The lawfulness of these actions has been defended based on the fact that Article 51 of the Charter of the United Nations "Nothing in the present Charter shall impair the

144 Santiago Ripol Carulla, *The Legitimate preventive defence in the report of the High Level Panel*, <http://www.fride.org>, 13 February 2009; Bruce Ackerman, "But What's the Legal Case for Preemption?" *Washington Post*, Aug. 18, 2002; Anthony Clark Arend, "International Law and the Preemptive Use of Military Force," *The Washington Quarterly*, Spring 2003, pp. 89-103; see CRS Report RS21311, *U.S. Use of Pre-emptive Military Force* (April 11, 2003).

inherent right of individual or collective self-defence if an armed-attack occurs against a Member of the United Nations until the Security Council has taken the measures necessary to maintain international peace and security" can be interpreted in a sense not strictly literal, so a State could use force, in a preventive way, as legitimate defence, under certain circumstances and under certain conditions, even when there has not been an armed attack against it<sup>145</sup>.

Such interpretation, in addition, expresses a well-established International Law principle. This limitation prompted an ongoing debate whether the right to use force in anticipation of an attack, which existed prior to the Charter, remains in effect. Some scholars believe Article 51 should be read literally and therefore the right of anticipatory self-defence has been terminated. Others believe that Article 51 is an expression of intent not to limit the right of self-defence under customary international law. States generally have

been reluctant to acknowledge a right of anticipatory self-defence under the Charter, preferring if necessary to interpret "armed attack" broadly to include actions incident to launching an attack<sup>146</sup>.

The right to anticipatory self-defence under customary law has never been unlimited. One generally recognized formulation dating from the mid-nineteenth century is that set forth in a letter from U.S. Secretary of State Daniel Webster

---

145 Anthony Clark Arend, "Anticipatory Self-Defense and International Law," American Society of International Law Briefing (live presentation). Washington, D.C., Aug. 2, 2002.

146 Christine Gray, "International Law and the Use of Force," 111-15 (2000); Amb. Thomas Graham, Jr., "Is International Law Relevant to Arms Control? National Self-Defense, International Law, and Weapons of Mass Destruction," *University of Chicago Journal of International Law*, Spring 2003, pp.1-17



to British Minister Lord Ashburton, that the necessity for action must be "instant, overwhelming, and leaving no choice of means, and no moment for deliberation". Since then, and especially since World War II, capabilities to launch devastating attacks with little advance warning have improved dramatically. Nonetheless, scholars have continued to affirm Webster's restraints on legitimate self-defence, recognizing their value in inhibiting resort to war. A recent edition of a leading treatise states that self-defence may justify use of force under the following conditions: an attack is immediately threatened; there is an urgent necessity for defensive action; there is no practicable alternative, particularly when another state or authority that legally could stop or prevent the infringement does not or cannot do so; and the use of force is limited to what is needed to prevent the infringement<sup>147</sup>.

The articulation of what amounts to a doctrine of preventive war has met with a great deal of resistance. A rule permitting a military response to an uncertain threat absent immediate danger or exhaustion of peaceful alternatives is a standard ripe for abuse that would destabilize the Charter system of

---

147 Oppenheim's *International Law*, 9th ed., 412. Assuming its continued relevance, application of the doctrine of anticipatory self-defence to the current crisis concerning Iraq is straightforward. Iraq has been accused of attempting to reconstitute the chemical, biological, and nuclear weapons and missile programs that were terminated or at least severely disrupted by the post-Gulf War inspections; but no definitive evidence has been presented that establishes Iraq's possession of such weapons or missiles, or their current use to threaten the United States or its allies. Indeed, the months of ongoing, public deliberations on this matter strongly suggest that a state of immediacy does not exist. Further, absent an imminent attack, nonviolent options such as negotiation and verification that a state does not possess weapons that violate disarmament and non-proliferation norms should be pursued in all cases of suspected acquisition of weapons of mass destruction contrary to international law. This follows from the doctrine of anticipatory self-defence, which in Webster's formulation allows force only if there is "no choice of means," and, more broadly, from the Charter, which requires the peaceful resolution of disputes when possible.

restraints on use of force that protects all states. Preventive war undertaken unilaterally by states also appears contrary to international law predating the Charter. The International Military Tribunal sitting at Nuremberg rejected defendants' arguments that Germany was entitled to attack Norway to forestall an Allied invasion, finding that no such invasion was imminent<sup>148</sup>.

Defenders of the new doctrine point to the 1981 Israeli air strike against the Osirak nuclear reactor in Iraq as an example of a beneficial preventive military action. In terms of the legality of the action, the Security Council condemned the strike as a violation of the Charter and of the "norms of international conduct"<sup>149</sup>. From a practical standpoint, whether the strike aided in protecting Israel against an Iraqi nuclear weapon remains in dispute<sup>150</sup>. The failure of enforcement is endemic to the current structure of international law. The most important factor is that the body charged with responsibility to govern use of force, the Security Council, remains subject to veto power by the United States and other permanent members<sup>151</sup>. These states

148 See for example *United States v. Goering*, 6 F.R.D. 69, 100-01 (1946); George E. Lopez, "Perils of Bush's Pre-emptive War Doctrine," *Indianapolis Star*, Oct. 3, 2003.

149 S.C. RES. 487; Maryann Cusimano Love, "09.11.01: Globalization, Ethics, and the War on Terrorism," *Notre Dame Journal of Ethics & Public Policy*, Vol. 16, 2002, pp. 65-80; W. Michael Reisman, "Assessing Claims to Revise the Laws of War," *The American Journal of International Law*, January, 2003, pp. 82-90.

Col. Guy B. Roberts, USMC, "The Counterproliferation Self-Help Paradigm: A Legal Regime For Enforcing the Norm Prohibiting The Proliferation of Weapons of Mass Destruction," *Denver Journal of International Law and Policy*, Vol. 27, No. 3, pp. 483.

150 *United States v. Goering*, 6 F.R.D. 69, 100-01 (1946); Maryann Cusimano Love, "09.11.01: Globalization, Ethics, and the War on Terrorism," *Notre Dame Journal of Ethics & Public Policy*, Vol. 16, 2002, pp. 65-80. The National Security Strategy of the United States of America; Kritsiotis, The legality of the 1993 US missile strike on Iraq and the right of self-defence in International law (1996) 45 *International and comparative law quarterly* 162, at p. 162; Schachter, Self-defence and the Rule of Law (1989) 83 *American journal of International Law* 259.

151 S.C. RES. 487; David Sloss, "Is International Law Relevant to Arms Control?"

and their allies frequently are the principal actors in uses of force. The International Court of Justice is a suitable venue for seeking redress against transgressing states only to the extent that involved states have accepted or would accept its jurisdiction. Because both the will and the ability to respond to violations after they have occurred remains limited, in-depth deliberation is all the more important; prior to its initiation, discussions on the compatibility of use of force with international law must occur within governments, in the United Nations, and in the public sphere.

### II.3. Terrorist war or war of/with terror

#### II.3.1. Notion

Terrorism is an anxiety inspiring method of repeated violent action, employed by clandestine individual, group or state actors for idiosyncratic, criminal or political reasons, where by, in contrast to assassination, the direct targets are not the main targets<sup>152</sup>. The immediate human victims are generally chosen randomly or selectively from a target population and serve as message generators<sup>153</sup>. Note that threat communication processes between terrorist victims and main targets are used to manipulate the main target. In terms of international law, a terrorist war is characterized

---

Forcible Control: Preemptive Attacks on Nuclear Facilities," *University of Chicago Journal of International Law*, Spring 2003, pp.39-57.

152 Schmid & Jongman, *Political Terrorism*, 1988; Bassiouni, *International Terrorism Multilateral Conventions*, 2001; Rasmussen, *War on terror update: An upswing in confidence* (2006, October 28); Helen Duffy, *The "War on Terror" and the Framework of International Law* (Cambridge: Cambridge Univ. Press) (2005); Rosa Ehrenreich Brooks, "War Everywhere: Rights, National Security Law, and the Law of Armed Conflict in the Age of Terror" *Univ. Penn. L. Rev.* (2004) 153: 675.

153 *Ibid*: Booth, Ken and Dunne, Tim (2003), *Worlds in Collision: Terror and the Future of Global Order* (London: Palgrave Macmillan); Reynolds, P. (2007, April 17), Declining use of 'war on terror,' *BBC News*.

by criminal acts directed against a State and intended or calculated to create a state of terror either in the minds of particular persons or the general public. The term "international terrorism" means violent acts or acts actually dangerous to human life<sup>154</sup> that appear to be intended; intimidate or coerce a civilian population; influence the policy of a government by intimidation or coercion; or affect the conduct of a government by mass destruction, assassination, or kidnapping.

International law strictly prohibits wars for purposes of terror. In effect, such wars are deprived of military necessity which is the first principle enshrined in the *Jus ad bellum* contrary to the *Jus in bello*. It is worth mentioning that Terrorist acts may occur during armed conflicts or in time of peace. As international humanitarian law applies only in situations of armed conflict, it does not regulate terrorist acts committed in peacetime. The requirement to distinguish between civilians and combatants, and the prohibition of attacks on civilians or indiscriminate attacks, lies at the heart of humanitarian law. In addition to an express prohibition of all acts aimed at spreading terror among the civilian population<sup>155</sup>. The International law of armed conflicts also proscribes the following acts, which could be considered as terrorist attacks:

- Attacks on civilians and civilian objects;
- Indiscriminate attacks;
- Attacks on places of worship;
- Attacks on works and installations containing dangerous forces;

---

154 The same acts must be committed in violations of criminal laws of a State and within the territory of that State.

155 See Article 51, para. 2, Additional Protocol I and Article 13, para. 2, Additional Protocol II.

- The taking of hostages;
- Murder of persons not or no longer taking part in hostilities<sup>156</sup>.

Apart from prohibiting the above acts, International humanitarian law contains stipulations to repress violations of these prohibitions and mechanisms for implementing these obligations, which are much more developed than any obligation that currently exists under international conventions for the prevention and punishment of terrorism; "acts that spread terror..."

### II.3.2. Defining international terrorism in light of liberation movements

The adoption of a comprehensive agreement to define and outlaw international terrorism has been on the agenda of the international community for over sixty years<sup>157</sup>. The main obstacles in the way of a definition of international terrorism are disagreements on the content of international terrorism, on whether wars of self-determination constitute terrorism, the politics of the cold war epoch, and the tension between combating terrorism and human rights. This paper

156 Respectively check Articles 51, para. 2, and 52, Additional Protocol I; Article 13, Additional Protocol II; Article 51, para. 4, Additional Protocol I; Article 53, Additional Protocol I; Article 16, Additional Protocol II; Article 56, Additional Protocol I; and Article 15, Additional Protocol II; Article 75, Additional Protocol I; Article 3 common to the Four Geneva Conventions; and Article 4, para. 2b, Additional Protocol II; Article 75, Additional Protocol I; Article 3 common to the Four Geneva Conventions; and Article 4, para. 2a, Additional Protocol II.

157 J. Dugard, *International Law: A South African Perspective*, 3<sup>rd</sup> Edition (2005); J. Dugard, *Terrorism and International Law, Consensus at Last?* In E. Yakpo and T. Moumedra Liber Amicorum Mahammed Bedjaoui (1999) 159; Christopher Greenwood, "International Humanitarian Law and the *Tadic* Case" *European J. Int'l L.* (1996) 7: 265; Regina Fitzpatrick, "*Hamdan v. Rumsfeld*: Implications for the Geneva Conventions" *Harvard Hum. Rts. J.* (2007) 20: 339.

will argue that:

(1) (a) In the United Nations context, (a) state parties failed to adopt the general definition in the 1937 Convention for the Prevention and Punishment of Terrorism because of the outbreak of World War II; (b) thereafter, until 1990, cold war politics caused states to disagree on the content of international terrorism (especially on whether or not liberation wars constitute terrorism), producing a stalemate in which they agreed to deal with terrorist attacks without defining terrorism; and (c) after 1990 the Israeli occupation of Palestine has caused divisions on whether those fighting foreign domination can be deemed terrorists.

(2) Despite numerous attempts by the United Nations Security Council, the African Union, the European Union, the Organization of American States and national legislation to define international terrorism in different ways, there still exists no comprehensive definition for international terrorism.

Attempts to promulgate a comprehensive terrorism convention in the 1970s and 1980s were quickly derailed by cold war politics that saw disagreements on whether wars of liberation prevalent in Africa at that time constituted terrorism. The United States condemned liberation wars as terrorism but the Soviet Bloc and developing countries supported liberation wars and did not regard them as terrorism, arguing that all methods employed to overthrow racist or alien regimes were permissible<sup>158</sup>. This created a situation where one's terrorist was another's freedom fighter<sup>159</sup>.

158 J. Dugard. *Op. cit.*, p. 166; Perlez, J. (2007, April 17). Britain criticizes U.S.'s use of 'War on Terror.' *New York Times*; Faiza Patel King & Olivia Swaak-Goldman, "The Applicability of International Humanitarian Law to the 'War on Terrorism'" *Hague Yrbk. Int'l Law* (2002) 15: 39.

159 J. Dugard, *International Terrorism and the Just War* (1977) in "Stanford Jour-

In this climate states sought to reach consensus on narrowly defined species of terrorism rather than terrorism itself. They adopted the 1979 Convention against the Taking of Hostages and the 1988 Rome Convention for the Suppression of Unlawful Acts against the Safety of Maritime Navigation that both avoided a general definition of international terrorism while criminalizing the hijacking of aircraft and ships and the taking of hostages, all while extending the crime of hijacking to ships beyond the outer limits of the territorial sea<sup>160</sup>. It is convincingly argued that the lack of a definition was legally inconsequential, since no international rights or duties hinged on the term "terrorism"<sup>161</sup>.

#### II.1.4. United Nations Security Council's attempts to define international terrorism

It is interesting to note that owing to the 11 September 2001 attacks, the United Nations Security Council has attempted to define international terrorism in abstract terms in its attempt to combat terrorism in resolutions 1368, 1373 and 1566. Resolutions 1368 and 1373 do not specifically define terrorism. It is worth noticing that the lack of definition was deliberate, since consensus on Resolution 1373 depended on avoiding definition<sup>162</sup>. The United Nations Counter-Terrorism Committee established by the Security Council

---

nal of International Studies", p. 21.

160 *Id.*, p. 165.

161 *Id.*, p. 48; see also Gilbert, C. (2006, September 12). Sept. 11: Five years later Feingold decries creation of term 'Islamic fascism'. *Milwaukee journal sentinel*, p. 10; Robinson, M. (2006, Winter) Law, language, and principle in the "war on terror", *Human rights magazine*; Medhurst, M. J. (1990). Rhetoric and cold war: A strategic approach. In Medhurst, M. J., Ivie, R. L., Wander, P., and Scott, R. L. (Eds.) *Cold war rhetoric: Strategy, metaphor, and ideology*. New York: Greenwood Press, p. 19; Ivie, R. L. (1974). Presidential motives for war. *Quarterly journal of speech*, 60, p. 344.

162 See also the 2003 Inter-American Convention against Terrorism and the European Convention on the Suppression of Terrorism.



has also decided not to define terrorism because it did not want to interfere in the competence of other United Nations bodies by doing so<sup>163</sup>. The committee allows states to define terrorism unilaterally while advocating that domestic terrorism laws should be jurisprudentially widened to cover international terrorism.

It is clear from the above that resolutions do not yet offer a generally accepted comprehensive definition of international terrorism; instead, they merely define aspects of it. A general convention has not yet been adopted. The United Nations Security Council has confused the attempts to come up with a comprehensive definition by offering a broad definition and giving individual states the latitude to unilaterally define terrorism. However, it is more important for the international community to comprehensively define terrorism for the purpose of legal certainty. Precision in definition is necessary if terrorist offences are not to infringe on freedom from retroactive criminal punishment<sup>164</sup>. This point was underscored in the European Court of Human Rights case of *Kokkinakis v Greece* where the Court held that:

*"An offence must be clearly defined in law. This condition is satisfied where the individual can know from the wording of the relevant provision and, if need be, from the court's interpretation of it, what acts and omission will make him liable"*<sup>165</sup>.

In *Castillo Petruzzi et al v Peru*, the Inter-American Court

163 J Dugard, *Op. cit.* p. 48.

164 J. Dugard, *Op.cit.* p. 48; Handel, Michael (2004, 3rd edition), *Masters of War: Classical Strategic Thought* (London: Frank Cass).

165 Article 15(1) of the International Covenant on Civil and Political Rights says "No one shall be held guilty of any criminal offence on account of any act or omission which do not constitute a criminal offence, under national or international law, at the time when it was committed".



was even more pronounced:

*"Crimes must be classified and described in precise and unambiguous language thus giving full meaning to the principle of nullum crimen nulla poena sine lege praevia in criminal law. This means a clear definition of the criminalized conduct, establishing its elements and the factors. Ambiguity in describing crimes creates doubts and the opportunity for abuse of power, particularly when it comes to ascertaining the criminal responsibility of individuals"*<sup>166</sup>.

## II.4. The global war on terror

The phrase "War on Terrorism" was first widely used by the Western press to refer to the attempts by Russian and

European governments, and eventually the U.S. government, to stop attacks by anarchists against international political leaders<sup>167</sup>. Many of the anarchists described themselves as "terrorists", and the term had a positive valence for them at the time. When Russian Marxist Vera Zasulich shot and wounded a Russian police commander who was known to torture suspects on 24 January 1878, for example, she threw down her weapon without killing him, announcing; *"I am a terrorist, not a killer"*.<sup>168</sup>

166 ECHR Series A No 260-A (25 May 1993) para 52; Marco Milanovic, "Lessons for Human Rights and Humanitarian Law in the War on Terror: Comparing *Hamdan* and the *Israeli Targeted Killings Case*" *Int'l Rev. Red Cross* (2007) 89: 373.

167 See, for example, *New York Times*, April 2, 1881; Alain Pellet, "No, This Is Not War!" *European J. Int'l L. Discussion Forum* ([www.ejil.org/forum\\_WTC/ny-pellet.html](http://www.ejil.org/forum_WTC/ny-pellet.html)); Derek Jinks, "The Applicability of the Geneva Conventions to the 'Global War on Terrorism'" *Va. J. Int'l L.* (2005) 46: 165.

168 The Four Waves of September, 11, Department of Political science, University of California, Los Angeles Summer 2004; Phares, W. (2007, April). British Minister fails the War of Ideas. *Counterterrorism Blog*; see also Cormann, S.R. and Schiffelbein, J.S. (2006). Communication and media strategy in the jihadi war of ideas. Report #0601.

The phrase gained currency when it was used to describe the efforts by the British colonial government to end a spate of attacks by Jews in the British Mandate of Palestine in the late 1940s. The British proclaimed a "War on Terrorism" against Jewish groups such as Irgun and Lehi, and anyone perceived to be cooperating with them. The Jewish attacks, Arab attacks and revolts, and the subsequent British crackdown hastened the British evacuation from Palestine. The phrase was also used frequently by US President Ronald Reagan in the 1980s, to describe his campaigns against Libya and Nicaragua<sup>169</sup>.

On September 20, 2001, during a televised address to a joint session of congress, President George W. Bush launched his war on terror when he said, "*Our war on terror begins with al Qaeda, but it does not end there. It will not end until every terrorist group of global reach has been found, stopped and defeated*"<sup>170</sup>. Bush did not say when he expected this would be achieved, but previous to this usage, he stated in an unscripted and controversial comment: "*This crusade, this war on terrorism is going to take a while*". Bush later apologized for this remark due to the negative connotations the word crusade has to people of Muslim faith. The word crusade was not referred to again<sup>171</sup>.

Note that the incumbent US President Barak Obama has

---

Consortium for Strategic Communication, Arizona State University.

169 War on Terrorism, Aljazeera.com, 1 January 2003; Phares, W. (2007, April). British Minister fails the War of Ideas, *Counterterrorism Blog*. Corman, S.R. and Schifflerbein, J.S. Op. cit., 2006.

170 Jonathan Lyons, "Bush enters Mideast's Rhetorical minefield" in Reuters: September 21, 2001.

171 *Ibid.*

rarely used the term, but in his inaugural address on January 20, 2009, he stated "Our nation is at war, against a far-reaching network of violence and hatred"<sup>172</sup>. It is likely that the phrase will fall into disuse, as one referring to failed concepts and strategies of his predecessor<sup>173</sup>. Currently, criticisms say that the global war on terror constitute an abuse of power<sup>174</sup>.

The global war on terrorism has been viewed by some as a pretext for reducing civil liberties. Furthermore, the Protect America Act of 2007<sup>175</sup> in this regard was also controversial for its lack of judicial review.

## II. 5. War of aggression

### II. 5. 1. General

A war of aggression is a military conflict waged in the absence of a necessity of self-defence, instant, overwhelming, leaving no choice of means, and no moment of deliberation. Waging such a war of aggression is a crime under the customary international law. It is generally agreed by scholars in international law that the military actions of the Nazi regime in World War II in its search for so-called

172 Baker, P. & Vandellai, J. (2006, August 31). Bush team casts foes as defeatist; Blunt rhetoric signals a new thrust. *Washington Post*. Retrieved November 2, 2006 from lexis-nexis.com.; Justus, Z. S. & Hess, A. (2006). *One message for many audiences: Framing the death of Abu Musab al-Zarqawi*, Report #0605, Consortium for Strategic Communication.

173 Bador, Lolita C. *Under Obama, War on Terror, Catchphrase*, 1 February 2009.

174 See for example 'The Fifth Estate' episode, CBC Newsworld; Mary Ellen O'Connell, "When Is A War Not A War? The Myth of the Global War on Terror" *ILL.S.A. J. Int'l & Comp. L.*, (2005) 12: 1

175 Apart from the above-mentioned Act, it is important to underline in the current development that USA has defined terrorism under the Federal Criminal Code, Chapter 113B of Part 1 of Title 18 of the Code defines terrorism and lists therefore the crimes associated with it (crimes and criminal procedure).

“Lebensraum” are characteristic of a war of aggression<sup>176</sup>. However, aside from this single instance, the definition of a war of aggression is problematic, and fraught with political and legal difficulties, at least as applied to wars since the coming of modernity, due to the multiple layers of justification and qualification that most contemporary belligerents attach (or observers ascribe to) to their participation in military action.

This problematic definition of a war of aggression is made easier by the fact that purported wars of aggression are usually accompanied by other crimes against the treaty law, or the customary international law, such as torture, crimes against the laws and customs of war, crimes against humanity, and/or genocide<sup>177</sup>. Wars without international legality (e.g. not out of self-defence, not sanctioned by the United Nations Security Council, and not sanctioned by Article 51 of Charter of United Nations) can be considered as wars of aggression. However, this alone usually does not constitute the definition of a war of aggression; certain wars may be unlawful but not aggressive (a war to settle a boundary dispute where the initiator has a reasonable claim, and limited aims, is one example).

The Internatioanal Military Tribunal at Nuremberg, which followed World War II, called the waging of aggressive war

---

176 [http://en.wikipedia.org/wiki/war\\_of\\_aggression](http://en.wikipedia.org/wiki/war_of_aggression), checked on 13 February 2009; Abraham D. Sofaer. “On the Legality of Preemption,” *Hoover Digest*, 2003, No. 2, <http://www-hoover.stanford.edu/publications/digest/032/sofaer.html>; Walter Pincus. The Washington Post. “U.S. Nuclear Arms Stance Modified by Policy Study,” March 23, 2002, A14; Thomas E. Ricks and Vernon Loeb, The Washington Post. “Bush Developing Military Policy of Striking First,” June 10, 2002, A1; Karen DeYoung and Mike Allen, The Washington Post, “Bush Shifts Strategy from Deterrence to Dominance,” September 21, 2001, A1.

177 *Ibid.*

“essentially an evil thing...to initiate a war of aggression... is not only an international crime; it is the supreme international crime, differing only from other war crimes in that it contains within itself the accumulated evil of the whole<sup>178</sup>. Article 39 of the United National Charter provides that the Security Council shall determine the existence of any act of aggression and “shall make recommendations, or decide what measures shall be taken in accordance with Articles 41 and 42, to maintain or restore international peace and security<sup>179</sup>”. The Rome Statute of international Criminal

178 Marjorie Cohn (9 November 2004). “Aggressive War: Supreme International Crime”. Truthout.org. Archived from the original on 2004-11-10;

[http://web.archive.org/web/20041110060613/http://www.truthout.org/docs\\_04/110904A.shtml](http://web.archive.org/web/20041110060613/http://www.truthout.org/docs_04/110904A.shtml). Retrieved on 2008-07-01.

179 The relevant provisions of the Charter of the United Nations mentioned in the RSICC article 5.2 were framed to include the Nuremberg Principles. The specific principle is Principle VI.a “Crimes against peace”, which was based on the provisions of the London Charter of the International Military Tribunal that was issued in 1945 and formed the basis for the post World War II war crime trials.

The Charters provisions based on the Nuremberg Principle VI.a are:

**Article 1:** The Purposes of the United Nations are: 1. To maintain international peace and security, and to that end: to take effective collective measures for the prevention and removal of threats to the peace, and for the suppression of acts of aggression or other breaches of the peace, and to bring about by peaceful means, and in conformity with the principles of justice and international law, adjustment or settlement of international disputes or situations which might lead to a breach of the peace; 2. To maintain international peace and security, and to that end: to take effective collective measures for the prevention and removal of threats to the peace, and for the suppression of acts of aggression or other breaches of the peace, and to bring about by peaceful means, and in conformity with the principles of justice and international law, adjustment or settlement of international disputes or situations which might lead to a breach of the peace;

**Article 2, paragraph 4:** All Members shall refrain in their international relations from the threat or use of force against the territorial integrity or political independence of any state, or in any other manner inconsistent with the Purposes of the United Nations;

**Article 33:** The parties to any dispute, the continuance of which is likely to endanger the maintenance of international peace and security, shall, first of all, seek a solution by negotiation, enquiry, mediation, conciliation, arbitration, judicial settlement, resort to regional agencies or arrangements, or other peaceful means of their own choice. The Security Council shall, when it deems necessary, call upon the parties to settle their dispute by such means; **Article 39:** The Security Council shall determine the existence

Court refers to the crime of aggression as one of the "most serious crimes of concern to the international community", and provides that the crime falls within the jurisdiction of the International Criminal Court (ICC). However, the Rome Statute stipulates that the ICC may not exercise its jurisdiction over the crime of aggression until such time as the states parties agree on a definition of the crime and set out the conditions under which it may be prosecuted<sup>180</sup>.

### II.5.2. Aggressive war is a crime against peace

A war of aggression is a crime<sup>181</sup>. Doubtless what appeals to men of good will and common sense as the crime which comprehends all lesser crimes is the crime of making unjustifiable war. Furthermore, The Geneva Protocol of 1924 for the Pacific Settlement of International Disputes, signed by the representatives of forty-eight governments, declared that "a war of aggression constitutes ... an international crime". The Eighth Assembly by the League of Nations in 1927, on unanimous resolution of the representatives of forty-eight member nations, including Germany, declared that a war of aggression constitutes an international crime. At the Sixth Pan-American Conference of 1928, the twenty-one American Republics unanimously adopted a resolution stating that "war of aggression constitutes an international crime against the human species".

A basic provision of the Charter is that to plan, prepare, initiate, or wage a war of aggression, or a war in violation

---

of any threat to the peace, breach of the peace, or act of aggression and shall make recommendations, or decide what measures shall be taken in accordance with Articles 11 and 42, to maintain or restore international peace and security

<sup>180</sup> International Criminal Court Statute, Article 5, paragraph 2.

<sup>181</sup> *Ibid.*

of international treaties, agreements, and assurances, or to conspire or participate in a common plan to do so is a crime. It is perhaps a weakness in this Charter that it fails itself to define a war of aggression. Abstractly, the subject is full of difficulty and all kinds of troublesome hypothetical cases can be conjured up. It is a subject which, if the defence should be permitted to go afield beyond the very narrow charge in the Indictment, would prolong the trial and involve the Tribunal in insoluble political issues. But so far as the question can properly be involved in this case, the issue is one of no novelty and is one on which legal opinion has well crystallized.

One of the most authoritative sources of International Law on this subject is the Convention for the Definition of Aggression signed at London on July 3, 1933, by Rumania, Estonia, Latvia, Poland, Turkey, The Soviet Union, Persia, and Afghanistan. The subject has also been considered by international committees and by commentators whose views are entitled to the greatest respect. It had been little discussed prior to the first World War but has received much attention as International Law has evolved its outlawry of aggressive war. In the light of these materials of International Law, and so far as relevant to the evidence in this case, one can suggest that an "aggressor" is generally held to be that state which is the first to commit any of the following actions:

- (1) Declaration of war upon another State;
- (2) Invasion by its armed forces, with or without a declaration of war, of the territory of another State;
- (3) Attack by its land, naval, or air forces, with or without a declaration of war, on the territory, vessels, or aircraft of another State;

(4) Provision of support to armed bands formed in the territory of another State, or refusal, notwithstanding the request of the invaded State, to take in its own territory, all the measures in its power to deprive those bands of all assistance or protection.

It is worth suggesting further that it is the general view that no political, military, economic, or other considerations shall serve as an excuse or justification for such actions; but exercise of the right of legitimate self-defence, that is to say, resistance to an act of aggression, or action to assist a state which has been subjected to aggression, shall not constitute a war of aggression.



## GENERAL CONCLUSION

In conclusion, war should be understood as a contention by force; or the art of paralysing the forces of an enemy. It is either public or private (but it was not intended here to speak of the latter). War should also be understood as an actual, intentional and widespread armed conflict between political communities. War is a phenomenon which occurs only between political communities, defined as those entities which either are states or intend to become states (in order to allow for civil war as for instance). Classical war is international war, a war between different states, like the two World Wars. But just as frequent is war within a state between rival groups or communities, like the American Civil War.

Public war is either civil or national. Civil war is that which is waged between two parties, citizens or members of the same state or nation. National war is a contest between two or more independent nations) carried on by authority of their respective governments.

War is not only an act, but a state or condition, for nations are said to be at war not only when their armies are engaged, so as to be in the very act of contention, but also when, they have any matter of controversy or dispute subsisting between them which they are determined to decide by the use of force, and have declared publicly, or by their acts, their determination so to decide it.

National wars are said to be offensive or defensive. War is offensive on the part of that government which commits the first act of violence; it is defensive on the part of that government which receives such act; but it is very difficult

to say what the **first** act of violence is. If a nation sees itself menaced with an attack, its first act of violence to prevent such attack will be considered as defensive.

It goes without saying that the mere threat of war, and the presence of mutual disdain between political communities, do not suffice as indicators of war. The conflict of arms must be actual, and not merely latent, for it to count as war in law. Further, the actual armed conflict must be both intentional and widespread. The onset of war requires a conscious commitment, and a significant mobilization, on the part of the belligerents in question. In effect, there's no real war, so to speak, until the fighters intend to go to war and until they do so with a heavy quantum of force.

## SELECTIVE BIBLIOGRAPHY

1. Clausewitz Carl Von (1976), *On War* (Princeton University Press);
2. Handel, Michael, ed. (2004, reprint), *Clausewitz and Modern Strategy* (London: Frank Cass);
3. Keegan, John, (1994), *A History Of Warfare*, (London: Pimlico);
4. Howard, Michael (1983), *The Causes of Wars* (Cambridge, MA: Harvard University Press);
5. Kaldor, Mary (2001, 2nd edition), *New and Old Wars: Organised Violence in a Global Era* (London: Polity Press);
6. Lynn, John A. (2003), *Battle: A History of Combat and Culture* (Boulder, CO: Westview);
7. La Pradelle, *La Conférence de la Paix*, «Revue générale de droit international public», 1900;
8. Harris, *Cases and materials in International Law*, 5th ed., Sweet and Maxwell, London, 1998;
9. Maclesn, *Public international law*, 1st Ed., Old Baily Press, London, 1997;
10. Murphy, *The obligation of States to settle their disputes by peaceful means*, (1973) 14 Virginia Journal of International Law 57.
11. Schmid & Jongman, *Political Terrorism*, 1988; Bassiouni, *International Terrorism Multirateral Conventions*, 2001;
12. Rasmussen, *War on terror update: An upswing in confidence* (2006, October 28); Helen Duffy, *The "War on Terror" and the Framework of International Law* (Cambridge: Cambridge Univ. Press) (2005);
13. Rosa Ehrenreich Brooks, "War Everywhere: Rights, National Security Law, and the Law of Armed Conflict in the Age of Terror" Univ. Penn. L. Rev. (2004) 153;

675.

14. J. Dugard, *International Law: A South African Perspective*, 3<sup>rd</sup> Edition (2005);
15. Arendt, H. *On Violence*, New York: Harcourt Brace Jovanovich, 1970;
16. Best, G. *Humanity in Warfare*. New York: Columbia University Press, 1980;
17. Best, G. *War and law since 1945*. Oxford: Clarendon, 1994;
18. Brownlie, I. *International Law and the Use of Force by States*. Oxford: Clarendon Press, 1963;
19. Cady, D. *From Warism to Pacifism: A Moral Continuum*. Philadelphia, PA: Temple University Press, 1989;
20. Coates, A.J. *The ethics of war*. Manchester, UK: University of Manchester Press, 1997;
21. Detter Delupis, I. *The law of war*. Cambridge: Cambridge University Press, 1987;
22. Dinstein, Y. *War, aggression and self-defence*. Cambridge: Cambridge University Press, 1995;
23. Dyer, G. *War*. New York: Crown, 1985;
24. Elshtain, J.B. *Just War against Terror*. New York: Basic, 2003;
25. Gallie, W.B. *Understanding War*. London: Routledge, 1991;